

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 30 mai 2016

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, ~~J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M.-C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ,~~
MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR,~~ MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, ~~H. LELEU,~~ L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. ~~X. DECALUWE,~~ L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le vendredi 20 mai 2016.

1. Communications.

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 41 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 25 avril 2016, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

Il informe d'emblée le conseil communal que les conseillers communaux cdH ne siégeront pas ce soir en solidarité avec le deuil de leur chef de groupe, Jean-Marie VANDENBERGHE, dont l'épouse, Maryvonne, est décédée ce jour. Elle avait 62 ans.

Au conseiller communal, Jean-Marie VANDENBERGHE, à ses enfants, Jean-Dominique et Déborah, mais aussi à ses petits-enfants, Justine et Guillaume, au nom de l'assemblée, le président présente ses plus sincères condoléances.

Il invite l'assemblée à observer un moment de recueillement en mémoire de Madame DUFAY.

Il informe ensuite le conseil communal que la conseillère communale, Hélène LELEU, jeune maman du petit Valentin, n'assistera pas non plus au conseil communal. Le conseil communal souhaite à l'heureuse maman beaucoup de bonheur.

Il rend ensuite l'hommage suivant à Monsieur José DEMOUTIER, ancien conseiller communal PS, décédé récemment :

"Mesdames, Messieurs,

Ce soir, nous rendons hommage à José DEMOUTIER qui nous a quittés le 29 avril dernier à l'âge de 82 ans. Il avait été élu conseiller communal de la Ville de Tournai lors des élections du 9 octobre 1988 et avait exercé son mandat durant six ans, de 1989 à 1995.

José DEMOUTIER était un homme de gauche convaincu, très respectueux du dialogue social. Né à Péruwelz, il avait rejoint Tournai pour des raisons professionnelles et privées. Jeune militant au syndicat socialiste FGTB, il a participé aux fameuses grèves de 60.

Accompagnateur principal de train à la SNCB, José DEMOUTIER aura gravi les échelons du syndicat pour finalement devenir secrétaire régional et national cheminots de la CGSP. Il était un syndicaliste convaincu avec un sens aigu du compromis.

Il était toujours présent pour résoudre les problèmes des uns et des autres dans leur travail. José DEMOUTIER fut aussi l'un des artisans de l'installation des bureaux de la CGSP à la place Verte.

Attaché à ses valeurs, il occupa le siège de conseiller communal dans cet hémicycle. Lorsqu'il quitta ses fonctions au syndicat, José DEMOUTIER resta disponible pour informer et conseiller.

A son épouse, Andrée, et son fils, Patrick, qui nous ont rejoints ce soir, à sa famille, à ses amis, nous apportons aujourd'hui notre soutien.

En la mémoire de cet homme engagé et de bon sens, je vous demande, chers collègues, d'observer une minute de silence."

A l'issue de cet hommage, l'assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

Les membres de la famille de Monsieur DEMOUTIER remercient le conseil communal.

Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sur proposition de Monsieur le **Président** d'assemblée, le conseil communal, à l'unanimité des membres présents, déclare ensuite l'urgence d'examiner le point suivant :

* Euro 2016. Retransmission des matches sur écran géant. Ordonnance de police (mesures de sécurité). Approbation."

L'urgence est motivée comme suit : la retransmission des matches n'étant pas possible au stade Luc Varenne, un autre site a été choisi. Le site étant un espace public, des dispositions spécifiques doivent être arrêtées pour assurer la sécurité du public, en urgence, le premier match étant prévu le 13 juin 2016.

L'urgence est déclarée par les membres suivants : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, M. J.-M. DE PESSEMIER, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, M. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Le **conseil communal** prend connaissance de l'arrêté de Monsieur le Ministre Maxime PREVOT portant sur les recours introduits contre la délibération du conseil communal du 22 février 2016 relative à la création de voiries pour la mise en oeuvre de la zone d'activité économique (ZAE) Tournai Ouest III (voir courrier mis en annexe).

Ces recours sont déclarés recevables, mais non fondés, et la décision du conseil communal est, par conséquent, confirmée.

Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin qu'une question orale a été déposée en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

"Problèmes de mobilité et de stationnement aux abords du CHWAPI site Union", déposée par Madame la Conseillère communale Ecolo, Coralie LADAVID.

Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin de la mobilité MR, Armand BOITE.

**2. Centre public d'action sociale. Démission d'une conseillère de l'action sociale.
Remplacement. Désignation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Considérant sa décision du 3 décembre 2012 élisant de plein droit les membres du conseil de l'action sociale de Tournai;

Considérant sa décision du 26 janvier 2015 élisant de plein droit M. Jean-François LETULLE en remplacement de Mme Marie-Joseph FONTAINE, démissionnaire;

Considérant que la composition du conseil de l'action sociale est la suivante:

- Parti socialiste :

LECLERCQ Rita

LEFEBVRE Bernard

DESCHAMPS Isabelle

CABY Jean-Paul

COLIN Marie-Line

LIETAR Sylvie

- Mouvement réformateur :

VIEREN Jean-Louis

LAMBRICKX David

DESCARPENTRY Sandrina

DEBOUVERIE-VANDECAVEYE Josée-Anne

- Centre démocrate humaniste :

SCHILLINGS François

- ECOLO :

LETULLE Jean-François

- Tournai Plus :

BERTON Marie-Hélène;

Considérant que par courrier du 21 avril 2016, Mme Marie-Hélène BERTON remet la démission de ses fonctions de conseillère de l'action sociale;

Considérant que le groupe Tournai Plus a désigné pour la remplacer, sur acte de présentation, M. Jean-Claude VANSINGLE, domicilié rue de Thimougies, 34A à 7532 Béclers, qui remplit les conditions d'éligibilité énoncées aux articles 7, 8 et 9 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Considérant qu'au conseil de l'action sociale, le nombre de membres de sexe masculin est inférieur (6 contre 7) et que, conformément à l'article 14 de la loi organique des centres publics d'action sociale, le choix du groupe Tournai Plus pouvait, dès lors, porter sur un membre de l'un ou l'autre sexe pour remplacer Mme BERTON;

Considérant que le nouveau membre du conseil de l'action sociale prêtera serment entre les mains de M. l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, en présence de M. le Directeur général, Thierry LESPLINGART, qui en dressera procès-verbal, lequel sera remis à Mme la Présidente du centre public d'action sociale, Rita LECLERCQ;

Considérant que la présente délibération ainsi que l'acte de présentation seront également transmis à Mme la Présidente du centre public d'action sociale ainsi qu'à l'autorité de tutelle;

A l'unanimité;

ACCEPTE:

la démission de Mme **Marie-Hélène BERTON** (groupe Tournai Plus) de ses fonctions de conseillère de l'action sociale;

ELIT:

de plein droit M. **Jean-Claude VANSINGLE**, domicilié rue de Thimougies, 34A à 7532 Béclers, en qualité de membre du conseil de l'action sociale de Tournai, en remplacement de Mme Marie-Hélène BERTON, démissionnaire.

<p>3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Willemeau : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, chaussée de Willemeau, 89 boîte 2 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la chaussée de Willemeau à Tournai, face au n°89, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel "handicapés" et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il

entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Brasseurs : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue des Brasseurs, 1 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue des Brasseurs à Tournai, face au n°1, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Sports : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Général Piron, 1 - boîte 2 à 7500 Tournai;
Considérant que l'entrée latérale est plus accessible au demandeur et qu'elle se situe à la rue des Sports à 7500 Tournai;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue des Sports à Tournai, face à l'entrée latérale du n°1, rue Général Piron, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.
Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de la Marnière: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue de la Marnière, 116 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;
Considérant que le stationnement étant interdit du côté des numéros pairs, l'emplacement sera placé côté opposé, face au n°107;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de la Marnière à Tournai, face au n°107, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Général Piron : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 28 janvier 2008 de réserver un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n°12 de la rue Général Piron à Tournai;

Considérant que cet emplacement n'a plus de raison d'être suite au décès du bénéficiaire;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Général Piron à Tournai, face au n°12, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Renaix : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal 22 septembre 2014 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°150 de la chaussée de Renaix à Tournai;

Considérant que cet emplacement n'a plus de raison d'être suite au déménagement du bénéficiaire;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la chaussée de Renaix à Tournai, face au n°150, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

9. Tournai. Modification de la voirie. Suppression de l'îlot directionnel à la jonction de la rue Augustin et Fernand Dufour et du quai des Vicinaux. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la décision du collège communal du 12 décembre 2014 d'octroyer un permis d'urbanisme réf. PU14/2/179 à la SCRL Coselimmo dont les bureaux se situent à 7522 Tournai, rue de la Terre à Briques, relatif à un bien sis à Tournai, rue Augustin et Fernand Dufour (anciennement rue des Trois coins) et ayant pour objet la démolition des bâtiments existants et la construction de hangars;

Considérant que, pour améliorer l'environnement et prévoir des parkings publics, la société précitée a souhaité occuper une partie du domaine public (partie de l'îlot de la rue Augustin et Fernand Dufour);
Considérant sa décision du 29 juin 2015 de marquer son accord sur les termes de la convention de la concession domaniale au profit de la SCRL COSELIMMO;

Considérant qu'en date du 22 octobre 2015, l'autorité de tutelle a souhaité que la modification de l'îlot directionnel fasse l'objet d'une demande de "permis" en vertu des articles 11 à 17 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale (procédure de modification de la voirie - suppression de l'îlot directionnel) impliquant la tenue d'une enquête commodo-incommodo avec plan adéquat;
Considérant que le plan nécessaire à cette modification a été levé par un cabinet de géomètres-experts;

Considérant que l'enquête commodo-incommodo, qui s'est déroulée du 14 mars au 15 avril 2016, n'a soulevé aucune objection;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

la suppression de l'îlot directionnel situé à la jonction de la rue Augustin et Fernand DUFOUR (anciennement rue des Trois coins) et du quai des Vicinaux à Tournai selon le plan dressé par un bureau de géomètres-experts en date du 21 janvier 2016.

10. Tags. Obligation de nettoyage. Ajout au règlement général de police. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée comme suit :

"Nous avons pris connaissance de l'avis juridique de l'Union des villes et des communes mais nous ne sommes pas convaincus par la méthode. Nous trouvons que ce dispositif a pour effet de rendre le propriétaire de la maison qui a été taguée responsable de ce fait, car c'est lui qui va devoir payer une amende administrative. C'est inélégant. Il vaut mieux, selon nous, convaincre le propriétaire que cela nuit à la propreté de la ville, que cela crée un sentiment d'insécurité. Il y a peut-être d'autres méthodes pour y parvenir. Est-ce que tout le monde sait que ce service existe ? Peut-être faudrait-il organiser une campagne d'information plus intense pour faire connaître l'existence de ce service qui est gratuit ? Nous aurions également souhaité disposer d'une analyse plus fine du type de propriétés qui restent taguées. S'agit-il de propriétés non occupées par leur propriétaire ? De propriétés abandonnées ? Il serait intéressant d'avoir une analyse de ces propriétés avant d'infliger des amendes administratives. Nous ne vous suivrons donc pas sur la méthode utilisée, même si nous sommes d'accord sur le constat."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, pose ensuite la question suivante :

"Je suppose qu'un avertissement sera d'abord envoyé ?"

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, répond comme suit :

"Je rappelle que la collaboration entre la Ville de Tournai et l'intercommunale IPALLE a commencé en juin 2015. A cette époque, il y a eu une large campagne de communication dans les médias et sur le site internet de la Ville. Un toutes-boîtes a été distribué dans tous les immeubles du centre-ville. Suite à cela, des propriétaires se sont manifestés, le service étant totalement gratuit. Mais tous les propriétaires ne se sont pas manifestés. Nous nous sommes posé la question de savoir pourquoi, car le service était gratuit.

Nous avons recherché le nom des propriétaires qui ne répondaient pas. Un courrier personnalisé leur a été adressé. 60% ont répondu. Ils ont appelé le service et ont signé la convention. Mais 40% n'ont pas répondu. Pourquoi ? Parce qu'effectivement, certains n'habitent pas Tournai et se sentent peu concernés.

Un propriétaire m'a dit : "J'aime bien mon tag." J'en ai été surprise. Je lui ai réexpliqué le service. Ce qui gênait ce Monsieur, c'est qu'il pensait qu'il y avait un coût caché. Quand je lui ai dit que c'était vraiment gratuit, il m'a dit qu'il allait signer la convention.

De nombreuses démarches ont donc été faites. Mais tout le monde ne lit pas et tout le monde ne se sent pas concerné.

Le résultat est que quand une rue a été détaguée à 60%, il reste 40% de tags sur les murs et le travail donne une impression d'inachevé. Celui, qui a fait appel au service et dont l'immeuble est exempt de tags, ne trouve pas très agréable de voir qu'à côté de chez lui, un autre immeuble est tagué.

Avant de faire cette proposition, je me suis intéressée aux dispositifs mis en place dans d'autres villes. A Liège, le règlement de police a été modifié également, mais pas de la même manière. Le premier paragraphe est identique au nôtre. Il précise que tout propriétaire est tenu de maintenir son bien exempt de tags, graffitis,... ou autres écritures.

Ensuite le mécanisme est différent : si vous ne vous manifestez pas auprès des services de la ville ou si vous ne faites pas enlever le tag endéans le mois, c'est la ville qui s'en charge.

Sur le plan juridique, c'est contestable, selon nous. Ils n'ont pas l'autorisation du propriétaire pour travailler sur le bien. Mais Liège n'a eu aucun recours jusqu'à présent. IPALLE n'était pas favorable à cette solution. Il faut savoir que cela demandait beaucoup de travail administratif. A Liège, avant d'intervenir, ils envoient encore deux lettres recommandées.

Personne n'a envie d'infliger une amende. Le propriétaire en défaut de nettoyer sa façade recevra au préalable un courrier lui précisant la réglementation et les procédures. C'est un service complet que nous offrons. L'objectif est que la Ville de Tournai soit propre, pas que les propriétaires défaillants reçoivent une amende de 350,00€.

Si certains propriétaires aiment leur tag, il leur sera toujours possible d'en faire part au fonctionnaire sanctionnateur."

Le président d'assemblée, **Rudy DEMOTTE**, intervient ensuite :

"Il s'agit d'un outil de dissuasion. Je rappelle que le détagage est gratuit. La seule condition, c'est la signature de la convention. La presse a déjà relayé l'information à plusieurs reprises. Nous avons pu constater que la Ville est plus propre et que cette opération permet d'améliorer son image. Toutes les personnes qui défendent Tournai et la beauté de son patrimoine partagent ce sentiment, je suppose. Nous avons déjà des échos de propriétaires, de citoyens qui se félicitent de l'intervention des services d'IPALLE et qui nous disent que tout se passe dans de très bonnes conditions.

Il est précisé, par ailleurs, que les conventions sont conclues entre la Ville et le propriétaire uniquement."

Par 26 voix pour et 3 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Considérant que les tags visibles de la voie publique, et ce, tant sur les propriétés publiques que privées constituent des actes de vandalisme et que leur multiplication sur des murs et équipements donnant sur la voie publique a pour triple effet d'augmenter le sentiment d'insécurité, d'enlaidir le cadre de vie des citoyens et de nuire à la vocation touristique de la Ville de Tournai;

Considérant qu'un tag en attirant d'autres, un moyen de lutter contre ceux-ci consiste à les faire disparaître le plus rapidement possible;

Considérant la création d'un service d'enlèvement de tags sur les propriétés publiques et privées donnant sur la voie publique;

Considérant l'inaction de certains propriétaires de biens tagués quand bien même l'intervention gratuite du service "enlèvement" s'avère possible;

Considérant que la nécessité, pour les raisons d'ordre public évoquées ci-avant, de faire disparaître les tags postule que soit poursuivie l'inaction des propriétaires des biens concernés;

Considérant qu'il est proposé, en conséquence, de contraindre ceux-ci à agir dans les plus brefs délais à défaut de quoi une amende administrative, dont le montant doit être dissuasif, pourrait leur être infligée;

Considérant l'avis positif de l'union des villes et communes de Wallonie (U.V.C.W.);

Vu les articles 119, 119 bis et 135 de la nouvelle loi communale;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 26 voix pour et 3 voix contre;

DECIDE:

- d'ajouter un paragraphe 5 à l'article 166 du règlement général de police libellé comme suit :

"Les propriétaires de biens mobiliers ou immobiliers se trouvant sur le domaine privé, mais visibles de la voie publique, sont tenus de maintenir ceux-ci exempts de tout tag, graffiti ou inscription quelconque non autorisé.";

- de compléter l'article 253.21° du règlement général de police comme suit:

"La violation de l'article 166 § 5 sera sanctionnée d'une amende administrative d'un montant de 350,00 €.".

11. Euro 2016. Retransmission des matches sur écran géant. Convention et règlement de police. Approbation.

Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE, membre du collectif horeca, sort de séance.

D'emblée, Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Simon LECONTE**, pose trois questions :

- " 1) A la lecture du plan, on constate que le parc communal fait partie de la zone festive. Je m'interroge sur la protection de ce dernier si les conditions climatiques sont mauvaises. On sait qu'il y aura beaucoup de personnes. A-t-on prévu quelque chose pour protéger le parc ?
- 2) Les sanitaires n'apparaissent pas dans la convention. Est-ce prévu ? Qui prendra cela en charge ? Quand on a organisé la retransmission des matches du Mondial, je pense que les clients avaient pu profiter des toilettes des cafetiers.
- 3) Concernant la délocalisation de l'évènement par rapport à ce qui était prévu initialement, sachant que bon nombre de commerces du centre-ville souffrent déjà en temps normal, nous aurions préféré que le choix se porte sur une place où il y a déjà de l'Horeca en activité."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient ensuite :

"Après des débats et des polémiques sur les réseaux sociaux, le projet d'écran géant au stade Luc Varenne est modifié au profit de la place Reine Astrid.

Plusieurs questions se posent à la lecture du dossier:

- De qui est composé le collectif Horeca exactement ? Il nous est demandé d'approuver une convention, mais nous n'avons pas d'information concernant la deuxième partie.
- Quel sera le coût de l'évènement pour la Ville ? Il n'y a rien à ce sujet dans le dossier.
- En ce qui concerne la sécurité, quel sera le rôle exact de la société de gardiennage ? Là encore, on nous demande d'approuver une convention sans en connaître ni la seconde partie ni la prestation exacte de celle-ci.
- Qu'est-il prévu pour les riverains ?
- Dans le but, je suppose, d'éviter les états d'alcoolisation trop importants, la convention prévoit que «parmi les boissons alcoolisées, seule la vente de boissons fermentées est autorisée». Cette catégorie inclut le cidre, la bière et le vin, mais aussi des alcools plus forts. De plus, certaines bières spéciales ont des taux d'alcool assez élevés. Ne serait-il pas plus opportun de limiter le taux d'alcool des boissons servies ?
- Un dernier point important : une étude récente a mis en lumière que le nombre d'accidents et de morts sur les routes augmente les jours de matches des Diables rouges. Que va-t-on mettre en place en termes de prévention et de contrôle pour assurer la sécurité de tous sur les routes ? "

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond à ces différentes interventions :

"Avant de répondre point par point, je vais faire l'historique du dossier. Ce faisant, j'aurai répondu à pas mal de questions.

Le Mondial a eu lieu sur la Grand Place. Tout s'est passé dans une ambiance festive et la sécurité a été assurée. Depuis lors, les choses ont changé. Il y a eu des attentats et nous sommes au niveau 3 de la menace.

Parfois, on a tendance à l'oublier, mais nous sommes obligés aujourd'hui de respecter d'autres règles de sécurité. De plus, le commissaire divisionnaire me dit qu'il y a beaucoup de manifestations à Tournai, quoi qu'en pensent certains. Ceci pose problème. Il me dit que des manifestations sont prévues depuis longtemps. Vu la menace de niveau 3, l'encadrement devient de plus en plus compliqué. L'Euro a lieu fin juin, début juillet. C'est une période pendant laquelle les policiers peuvent aussi prendre des congés. La police fédérale a déjà dit qu'elle ne pourrait pas nous aider. Voilà pour les constats en ce qui concerne les mesures de sécurité.

L'autre constat est que cela fait 34 jours que la police de Tournai remplace les gardiens de prison en grève. Cela mobilise 10% du personnel policier. Depuis pas mal de temps, le commissaire divisionnaire me rappelle que la police ne peut pas être partout à la fois.

J'ai rencontré le collectif Horeca, c'est-à-dire, pour répondre à l'une des questions posées, les commerçants qui avaient financé le grand écran et le droit de retransmission lors du Mondial. Contrairement au Mondial, ce n'est plus uniquement la Grand Place qui demande la retransmission de l'Euro. La place Saint-Pierre et la place Crombez la demandent aussi. Si on l'autorise chez l'un, les autres vont râler.

L'autre problème sur la Grand Place, c'est que, pour éviter les mouvements de foule, il faut enlever tous les obstacles physiques : poteaux, pots à fleurs...

Il y a deux ans, on les a enlevés. Mais comme le match suivant avait lieu deux jours plus tard, on a laissé la Grand Place vide, avec les risques pour la sécurité que vous pouvez imaginer.

J'ai dit à ces commerçants qu'il faudrait faire certainement appel à des agents de sécurité et que cela aurait un coût. Le problème, qui se pose sur la Grand Place, est qu'il y a 7 entrées à surveiller.

Certaines doivent l'être à deux endroits comme, par exemple, la rue des Maux, près de l'ancienne maison des syndiqués et à hauteur de l'ancienne boucherie. Idem pour la rue de l'Yser. Cela fait beaucoup d'endroits à surveiller. La police avait calculé qu'il fallait 19 agents de sécurité pour pouvoir y assurer la sécurité. J'ai soumis ces problèmes au collectif Horeca et ce sont eux qui ont voulu aller au stade Luc Varenne. Est-il stupide d'assister à la retransmission d'un match de football dans un stade de football ? Il était possible de le faire. Cela aurait pu être agréable. Mais pour une série de raisons, on ne l'a pas fait. Il y avait le grand parking Tournai Expo. On pouvait le faire sur la pelouse et en cas de mauvais temps, utiliser les tribunes, le VIP... Il pouvait y avoir une rentrée d'argent. Bref, cette solution présentait pas mal d'avantages. Un autre élément est que, contrairement à ce que d'aucuns peuvent penser, la retransmission de l'Euro de football en centre-ville ne ravit pas tous les commerçants.

Vous faites plaisir à quelques commerçants de la Grand Place sans plus. J'ai demandé à l'ASBL Tournai centre-ville de rencontrer individuellement tous les commerçants non Horeca. Et quand on parle d'Horeca, il faut nuancer. Nous leur avons dit ceci : "Si on assure la retransmission de l'Euro, cela signifie que des rues seront bloquées, notamment la rue des Maux qui doit être totalement interdite à la circulation et au stationnement pour permettre l'accès des pompiers." A la rue des Maux, il y a un boucher, un fromager, un boulanger et un coiffeur. Il y a aussi un café qui a dit que ça ne l'intéressait pas, car quand la rue est bloquée, personne ne vient chez lui. Vous pouvez faire la même chose sur la Grand Place et dans la rue de l'Yser. Ce sont les commerçants eux-mêmes qui m'ont dit : "Surtout pas sur la Grand Place, car on a des problèmes."

Même dans le secteur Horeca, tous les commerçants ne veulent pas de l'Euro. Lorsque vous organisez ce type d'évènement sur la Grand Place, vous êtes obligés de poser des grilles de sécurité. Si vous voulez aller au restaurant un jour de match, non seulement vous avez le bruit, mais pour y accéder, vous devez attendre une demi-heure, trois quart d'heure, voire 1 heure avant d'y parvenir et vous devez vous laisser fouiller. Tout le monde n'en a pas envie. Les personnes changent donc de restaurant. Qui est intéressé en définitive ? Les commerces qui vendent de la bière. La dernière fois, ils ont investi et conclu une convention avec la Ville. Certains ont fait beaucoup de bruit quand ils ont su qu'on allait au stade Luc Varenne. Ceux-ci n'avaient pas déboursé un euro lors du Mondial. Mettez-vous à la place des commerçants contractants qui ont déboursé 25.000,00€ et qui ont vu certains de leurs confrères, qui ne voulaient pas être parties prenantes, bénéficier allègrement du dispositif. C'est la raison pour laquelle les commerçants investisseurs m'ont demandé de partir au stade Luc Varenne. Un accord avait été trouvé avec la régie. Je remercie son président pour sa collaboration. Même le RFC Tournai a collaboré pour trouver une solution. Mais vous avez vu les réactions sur les

réseaux sociaux. Les mêmes commerçants sont donc venus me voir en disant qu'ils prenaient un risque important, vu notamment, l'appel au boycott lancé par un seul commerçant qui, lui, n'avait pas joué dans la partie. Cet appel au boycott avait été relayé sur les réseaux sociaux de façon très forte. Ils sont donc venus me dire qu'ils ne jouaient plus dans la partie.

Pendant quelques jours, aucune solution ne s'est dégagée. Le problème aurait pu être vite réglé : on arrêtrait tout.

J'ai rappelé les commerçants en leur disant que j'avais une autre proposition, celle de la place Reine Astrid. J'y ai été de nouveau avec les pompiers, avec les policiers, avec les commerçants et ensuite avec tout le monde. Nous avons délimité le périmètre qui vous est soumis ce soir. Celui-ci permet d'accueillir un public plus important que sur la Grand Place ou au stade Luc Varenne. On passe ainsi de 7.000 à 9.000 personnes. C'est un avantage complémentaire. J'ai demandé qu'on y intègre le parc. J'espère que, pour une fois, vous n'allez pas me reprocher d'être un peu laxiste et d'oser croire que cela se déroulera de manière sympathique. En été, le parc, quand il fait bon, c'est agréable. Peut-être que tout sera saccagé. Mais je fais le pari que ce ne sera pas le cas. Je me dis que l'atmosphère sera à la fête en l'honneur de l'équipe belge. Je ne vous dirais pas la même chose si c'était un match Standard-Anderlecht où les supporters des deux équipes pourraient s'affronter. Ici, comme c'est la Belgique, tout le monde devrait s'entendre. J'ai fait le pari que le parc pourrait être utilisé de façon agréable. Mais des gardiens de la paix seront sur place de même qu'un agent constatateur. Je pense réellement que s'il fait beau, ce sera très agréable. La police assurera également une surveillance discrète. Je serai présent également.

Les toilettes de la Ville seront installées. Les commerçants devraient en louer d'autres.

Des bars seront également prévus : un dans le parc et un autre à l'opposé.

La rue d'Espinoy sera partiellement barrée jusqu'à la rue des Jésuites. Elle sera accessible aux pompiers. Mais personne ne sera ennuyé.

Pour l'instant, je vous l'ai dit, le collectif Horeca est composé essentiellement de cafetiers qui avaient participé la dernière fois au Mondial. Mais si d'autres cafetiers de la Grand Place, de la place Saint-Pierre, de la place Crombez ou des villages souhaitent participer, c'est possible.

Les dispositions pour la vente de boissons seront similaires à celles du carnaval.

Des dispositions spécifiques seront prises en ce qui concerne la propreté publique.

Le coût est difficile à chiffrer maintenant. Au départ, trois matches sont assurés. Suivant le nombre de matches, le coût sera différent.

Des dispositions seront prises en matière de circulation.

Pour ce qui concerne les contrôles, je rappelle que du 1er janvier au 31 décembre, des contrôles sont faits. Est-ce qu'on en fera plus à ce moment-là ? Je ne vais pas vous répondre. Si je le pouvais, cela signifierait que j'ai la réponse. Lorsque la police fait un contrôle, elle ne me téléphone pas au préalable."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'à l'occasion de la coupe du monde 2014 de football, la Ville avait organisé, avec la collaboration d'exploitants du secteur Horeca, la retransmission des matches de l'équipe belge sur écrans géants à la Grand Place de Tournai;

Considérant que la manifestation avait rencontré un franc succès;

Considérant qu'une réflexion a donc été menée en vue de renouveler l'évènement pour l'Euro 2016 sur la place Reine Astrid et une partie du parc communal;

Considérant que ce site se trouve en centre-ville, qu'il permet d'assurer une bonne sécurité et qu'il satisfait les commerçants et les amateurs de football;

Considérant qu'une convention de partenariat a été élaborée afin de formaliser les engagements de la Ville et des représentants du secteur Horeca, signataires de la convention, en vue du bon déroulement de l'événement;

Considérant qu'aux termes de cette convention, la Ville s'engage à recourir aux services d'une société de gardiennage pour appuyer les services de police et les gardiens de la paix dans la surveillance de l'évènement;

Considérant la désignation de l'entreprise Atlantis Security Prevention;

Considérant, toutefois, qu'une société de gardiennage ne peut exercer son activité sur le domaine public sauf les exceptions décrites dans la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière notamment, conformément à l'article 11 §3 2°, dans les lieux où un événement à caractère exclusivement culturel, folklorique, commercial ou sportif, est organisé et pendant la durée de cet événement;

Considérant qu'il convient dans cette hypothèse d'adopter un règlement de police fixant:

- la délimitation de la zone où sera exercée l'activité de gardiennage;
- la durée de la mission;
- l'entreprise de gardiennage qui exécutera la mission;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 119 bis et 135 § 2;

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, notamment son article 11 §3 2°;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu le code de la démocratie locale et décentralisation, notamment son article L1122-30;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

1) d'approuver le projet de convention à conclure avec les représentants du collectif Horeca, dont les termes suivent :

Préambule

A l'occasion des matches de qualification de l'équipe belge de football pour la coupe du monde 2014, la Ville avait organisé, avec la collaboration d'exploitants du secteur Horeca, la retransmission de l'évènement sur écran géant à la Grand Place de Tournai.

La manifestation avait rencontré à l'époque un franc succès.

Ceux-ci sont désireux de renouveler l'évènement à l'occasion de l'Euro 2016.

A la suite d'une réflexion menée entre les intéressés, il a été convenu d'organiser l'évènement sur la Place Reine Astrid et une partie du parc communal.

La présente convention a pour objet de formaliser les engagements des partenaires.

Article 1 : objet

La présente convention a pour objet d'organiser la retransmission sur écran géant des matches de football joués par l'équipe des Diables rouges dans le cadre de l'Euro 2016, à savoir :

- le 13 juin 2016
- le 18 juin 2016

- le 22 juin 2016.
- les dates inconnues à ce jour en cas de qualification de l'équipe belge.

Article 2 : engagements des parties

Les engagements des parties à la convention sont répartis comme suit :

- Engagements de la Ville :

La Ville prendra en charge :

- toutes les mesures de police utiles pour la sécurisation du site
- la délimitation du périmètre par l'installation de barrières Nadar
- le nettoyage après chaque manifestation
- la surveillance du site par l'intermédiaire d'une entreprise de gardiennage et les frais en résultant
- la prise en charge du dispositif de secours (poste médical avancé)

- Engagements du collectif Horeca :

Le collectif prendra en charge :

- la conclusion des contrats liés à la location du ou des écrans géants et tous les frais y afférents, sans rien excepté ni réservé (notamment les droits réclamés par la RTBF). La Ville dégage toute responsabilité en cas de dégâts occasionnés à/aux écran(s) et ce pour quelque cause que ce soit
 - la diffusion musicale et les frais relatifs à la SABAM
- le collectif pourra exploiter un/des bars, pour la vente de boissons et nourriture de type snack, dont les bénéfices lui reviendront. Parmi les boissons alcoolisées, seule la vente de boissons fermentées est autorisée. Il se conformera à toute injonction de la police et de la zone de secours quant à l'installation et l'exploitation de ceux-ci.

Article 3 : collaboration

Chaque partie s'engage à collaborer en vue du bon déroulement de la manifestation.

Le collectif veillera à respecter les prescriptions imposées en vue d'assurer l'ordre public et en particulier la sécurité [service interne de prévention et de protection (SIPP), zone de secours, zone de police].

Article 4 : protection des tendances idéologiques et philosophiques

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, les parties s'abstiendront de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques, ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

Article 5 : assurance

Chaque partie déclare être couverte par un contrat d'assurance de nature à couvrir sa responsabilité lors de l'évènement.

Article 6 : solidarité

Les membres du collectif, signataires de la présente convention, s'engagent solidairement et indivisiblement au respect de celle-ci.

Article 7 : litige

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - division Tournai.";

2) d'adopter le règlement de police suivant :

"Vu la Loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, particulièrement son article 11 §3 2°;

Considérant que dans le cadre de l'organisation de l'évènement de l'Euro 2016, les matches joués par l'équipe des Diables rouges seront retransmis sur écran géant sur la place Reine Astrid à Tournai;

Considérant que la Ville de Tournai a décidé de recourir aux services d'une société de gardiennage en vue d'appuyer les services de police et les gardiens de la paix dans la surveillance de l'évènement;

Considérant la désignation de la société Atlantis Security Prevention à cet effet;

Considérant qu'une société de gardiennage peut exercer ses activités dans des lieux où un événement à caractère exclusivement culturel, folklorique, commercial ou sportif est organisé et pendant la durée de cet événement;

Considérant que, dans pareille hypothèse, un règlement de police fixe la délimitation de la zone ou du périmètre où peuvent être exercées les activités de gardiennage, la durée ou, le cas échéant, la périodicité pendant laquelle la mesure s'applique ainsi que l'entreprise de gardiennage qui exécutera la mission;

Considérant qu'il convient d'adopter, en conséquence, un règlement de police tel que prescrit par l'article 11 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;

ARRETE :

Article 1

Les activités de gardiennage de la société Atlantis Security Prevention s'exerceront sur le périmètre délimité sur le plan ci-annexé sis place Reine Astrid à Tournai et dans une partie du parc communal contigu à celle-ci.

Article 2

La mission de la société Atlantis Security Prevention s'exercera lors de chaque retransmission des matches de l'Euro 2016 au sein du périmètre défini à l'alinéa 1er à savoir :

- le 13 juin 2016;
- le 18 juin 2016;
- le 22 juin 2016;
- les dates inconnues à ce jour en cas de qualification de l'équipe belge.

Article 3

Le présent règlement sera publié conformément à l'article L1133-1 du code de la démocratie locale et décentralisation."

**12. Tournai en fête 2016. Convention entre la Ville et l'ASBL "CRAC - Les Frères du Dragon".
Ratification.**

Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du collège communal du 4 mars 2016 prise dans le cadre de Tournai en fête 2016 validant le programme et le tableau budgétaire;

Considérant que le service juridique a été sollicité pour donner son accord sur le projet de convention ci-après;

Considérant que le collège communal a donné, en séance du 15 avril 2016, son accord sur les termes de la convention conclue entre la Ville et l'ASBL "CRAC - Les Frères du Dragon", à l'occasion du Kids Festival qui s'est déroulé le samedi 14 mai 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

RATIFIE

les termes de la convention établie entre la Ville et l'ASBL "CRAC - Les Frères du Dragon", à l'occasion du Kids Festival qui s'est déroulé le samedi 14 mai 2016 :

"ENTRE :

D'une part,

La Ville de Tournai, située 52, rue Saint-Martin à 7500 - Tournai, valablement représentée par Messieurs Thierry LESPLINGART, directeur général et Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale,

Ci-après dénommée «l'organisateur»,

Et d'autre part,

L'ASBL "CRAC – Les Frères du Dragon", dont le siège social est situé au 4B, rue de l'Etuve à 1400 - Nivelles, valablement représentée par Madame Martine CARETTE, représentante légale de l'association,

Ci-après dénommée «la prestataire»,

Les parties conviennent de signer la présente convention soumise aux clauses et conditions suivantes :

1. Objet

La présente convention a pour objet l'exécution, par la prestataire, des prestations suivantes :

Les animations lors du Kids Festival organisé le samedi 14 mai 2016, détaillées comme suit :

- campement animé avec chevaux;
- déambulations et animations des artistes (tir à l'arc, stands et ateliers, jeux d'adresse, musique médiévale, échassiers, combats médiévaux...);
- spectacle de feu (cracheurs de feu déambulants);
- décors et accessoires divers (porche, fontaine, bannières, drapeaux, charrettes, boucliers, signalétique...).

2. Durée des prestations et lieu de l'exécution

Les prestations détaillées ci-dessus se donneront le samedi 14 mai 2016, de 11 à 20 heures, à 7500 Tournai, place Reine Astrid et dans le parc communal.

Le prestataire :

- installera le matériel (décors, accessoires) le vendredi 13 mai 2016, à partir de 9 heures
- démontera le matériel le 14 mai 2016, dès la fin des prestations.

3. Modalités d'exécution des prestations

3.1. L'organisateur s'engage à :

- aménager un lieu de campement pour 15/20 personnes à partir du vendredi 13 mai 2016, de 9 heures jusqu'au dimanche 15 mai 2016 à 12 heures, avec accès aux toilettes;
- aménager un lieu d'herbage pour les chevaux (10 x 20 m) et un lieu de parking pour les véhicules et le van (13 places);
- fournir, directement sur le campement, un accès permanent à l'eau potable, à une alimentation électrique (220 V-16 A), ainsi que deux stères de bois de chauffage;
- fournir 6 tickets boisson par personne pour la journée du samedi 14 mai 2016;
- mettre 16 bancs «brasserie» à disposition du public pour les spectacles.

3.2. Le prestataire s'engage à :

- consacrer toute son attention, ses compétences et tous ses efforts à la bonne exécution de ses missions dans le cadre de la convention;
- veiller à la propreté et la parfaite remise en ordre des lieux de campement et d'herbage;
- veiller à ce que toute personne prenant part à l'exécution des prestations soit titulaire de la qualification et de l'expérience professionnelle requises pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées.

Il sera seul responsable du personnel exécutant ces tâches.

4. Prix des prestations.

4.1. Le prix s'élève à 5.500,00€ (cinq mille cinq cents euros) TVA comprise pour les prestations décrites au point 1.

Il comprend notamment : les animations fixes, les déambulations, la nourriture des artistes, les déplacements (y compris des chevaux), les défraiements et cachets artistiques, le campement, le matériel de décor, d'animation et de spectacle proposé, la customisation de la bannière d'accueil.

4.2. Modalités de paiement :

Garantie préalable de 2.500,00€ sous forme d'acompte à verser au plus tard pour le 22 avril 2016 sur le compte BE 71 1990 3494 7169 de CRAC ASBL (communication : garantie Kids F Tournai 2016)

Le solde de 3.000,00€ est à verser à l'issue de la prestation ou dans les 5 jours après celle-ci (communication : Solde Kids F Tournai 2016).

Fait à Tournai en deux exemplaires, le 12 avril 2016,

Pour la Ville de Tournai, Pour l'ASBL CRAC
L'Echevin délégué à la fonction maïorale, Martine CARETTE
Paul-Olivier DELANNOIS

Le Directeur général,
Thierry LESPLINGART".

**13. Tournai en fête 2016. Soirée du 14 mai 2016. Convention entre la Ville et Sud Radio.
Ratification.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du collège communal du 4 mars 2016 qui valide, dans le cadre de Tournai en fête 2016, le programme et le tableau budgétaire;

Considérant que le service juridique a été sollicité pour donner son accord sur le projet de convention ci-après;

Considérant que le collège communal a donné, en séance du 15 avril 2016, son accord sur les termes de la convention conclue entre la Ville et RMP S.A., régie publicitaire de Sud Radio, à l'occasion de la soirée du 14 mai 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 01 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

RATIFIE

les termes de la convention établie entre la Ville et RMP S.A., régie publicitaire de Sud Radio, à l'occasion de la soirée du 14 mai 2016 :

"Entre :

RMP SA, régie publicitaire de Sud Radio, dont le siège social est établi rue de la Chaussée, 42 à 7000 Mons, représentée par Madame Maryline LELEU, responsable mandatée, ci-après dénommée "la radio",

Et

la Ville de Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur le Directeur général Thierry LESPLINGART, dont le siège social est établi rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, ci-après dénommée "l'annonceur",

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1° Objet

Les deux parties conviennent de s'associer pour la promotion et l'organisation de la soirée du samedi 14 mai 2016 dans le cadre de Tournai en fête.

2° Apport de la radio

La radio s'engage à réaliser et diffuser gratuitement :

- sur ses émetteurs de Tournai, une campagne de 80 spots de 30 secondes pour l'annonce de l'ensemble des festivités;
- des annonces agendas : le suivi journalistique avec annonce de l'événement dans ses agendas de la semaine et du week-end, diffusée sur l'ensemble des émetteurs du Hainaut;
- l'affiche de la manifestation sur le site www.sudradio.net ainsi que sur les réseaux sociaux de la radio;

(valeur approximative de ce que Sud Radio offre en diffusion : 5.000,00€ hors TVA).

La radio s'engage à offrir une SUD RADIO DISCOTECA, de 23 heures, le 14 mai 2016, à 1 heure, le 15 mai 2016 (valeur : 1.000,00€ hors TVA).

La radio s'engage à prendre en charge l'organisation de la soirée du samedi 14 mai 2016, avec les prestations suivantes :

- la réservation et le paiement du concert «Michel Fugain et Pluribus»
- la gestion des contrats des artistes
- la gestion et l'accompagnement des artistes le jour même

- la réservation et le paiement de la sonorisation (son + lumières)
- la réservation et le paiement du back line
- la réservation et le paiement des chambres d'hôtel (24 singles).

Le prix de cette prestation est de 30.000,00€ TVA comprise.

3° Apport de l'annonceur

La Ville de Tournai s'engage à :

- verser la somme de 30.000,00€ TVA comprise à Sud Radio pour le paiement des prestations définies à l'article 2°;
- assurer la présence du logo Sud Radio sur toute la communication ayant trait aux différents événements organisés durant le week-end de Tournai en fête (affiches, brochures, site internet...); ce logo devra toujours faire au minimum 10% de l'espace total de chaque support;
- garantir une exclusivité sectorielle (média radio) à Sud Radio pendant toute la durée de la présente convention sur l'ensemble de la communication et sur les sites de la manifestation. L'exclusivité sectorielle est valable également pour toute publicité et annonce commerciale;
- diffuser Sud Radio sur les différents sites de la manifestation selon les possibilités;
- prendre en charge les loges, les repas chauds et froids (selon contrat d'artiste ci-joint), les navettes transportant les artistes à l'hôtel et ensuite à Lille (gare et aéroport);
- prendre en charge la mise en place des raccordements électriques et l'électricité nécessaire au concert tels que précisés sur la fiche technique;
- prendre en charge la sécurité et l'infrastructure générale : le podium et les barrières Nadar;
- souscrire à toutes les assurances nécessaires pour l'organisation du spectacle et communiquer les numéros de polices à la radio;

Contrat d'assurance n° 201604091 souscrit auprès de VANDE HAEGHEN & C°.

4° Divers

a) l'annonceur assume la responsabilité découlant de l'organisation de l'événement.

Toutefois, Sud Radio assumera ses responsabilités pour les fautes éventuellement commises par elle dans le cadre des obligations qui sont les siennes, notamment, comme stipulé au point 2° de la présente convention, celles qui découlent, d'une part, de la réalisation et de la diffusion des spots, des annonces agendas, du suivi journalistique et de la communication via internet, de l'animation musicale, et d'autre part de l'organisation de la soirée du 14 mai 2016;

b) l'annonceur s'engage à payer les frais de SABAM, les droits voisins et toutes autres taxes propres à l'événement;

c) l'annonceur assumera l'entière responsabilité du contenu du message;

d) L'annonceur laisse toute latitude à la radio pour la distribution de matériel promotionnel pendant la manifestation;

e) en cas de citation de sponsors commerciaux dans le(s) spot(s) publicitaire(s), un montant équivalent à 15% de la valeur totale de la campagne sera facturé par citation de marque;

f) Madame Maryline LELEU, responsable mandatée, sera, pour Sud Radio, l'interlocutrice chargée de la mise en œuvre des modalités pratiques du partenariat.

g) En cas d'inexécution par l'annonceur de tout ou partie de ses engagements, la radio se réserve le droit de lui facturer le montant total de la valeur de la campagne et des frais divers tels que production du spot, frais de personnel liés à la manifestation...

h) Les présentes conditions concernent uniquement la ou les dates stipulées.

Néanmoins, l'annonceur garantit à la radio un droit de premier refus pour les éditions ultérieures de la même manifestation, ce qui implique que la radio sera prioritairement consultée;

i) tout différend concernant la présente convention sera soumis à la compétence des tribunaux de Mons. Au préalable, les parties mettront tout en œuvre en vue de rechercher une solution amiable.

Fait à Mons, le 12 avril 2016, en deux exemplaires, chacune des deux parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la radio,
Maryline LELEU

Pour l'annonceur,
Le Directeur général, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS".

14. Enseignement. Ecole du Val d'Orcq. Projet d'établissement. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 qui définit les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organise les structures propres à les atteindre, et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7), qui prévoit que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école du Val d'Orcq, résidence Marcel Carbonnelle, 7b à 7500 Tournai s'est réuni le 22 avril 2016 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 25 avril 2016 et approuvé les modifications d'horaire qu'il implique;

Considérant que ce nouveau projet d'établissement entrera en vigueur le 1er septembre 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

- le nouveau projet d'établissement de l'école du Val d'Orcq, résidence Marcel Carbonnelle à 7500 Tournai, soit :

Ecoles communales maternelle du Beau Séjour et primaire du Val d'Orcq

Projet d'établissement

«L'école : théâtre de la vie»

I. Les prescrits légaux

Le décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre du 24 juillet 1997 prône l'école pour tous, l'école qui répond aux besoins de chacun.

Les socles de compétences (mai 1999).

Le décret organisant l'enseignement spécialisé du 3 mars 2004 fixe, notamment, les modalités de l'intégration scolaire.

Les avis du conseil supérieur de l'enseignement spécialisé (CSES) en relation avec l'intégration

Le projet éducatif et pédagogique de l'enseignement communal de Tournai

II. Le projet d'établissement

Préambule :

«Pierre angulaire du développement harmonieux de la personnalité, condition sine qua non de l'intégration sociale de tous mes enfants, la communication verbale et non verbale permet d'accéder à la culture tout en garantissant l'équilibre relationnel indispensable. Trouver sa place dans la société, c'est avant tout construire son autonomie tout en préservant son plaisir de dire et de se dire, c'est aussi écouter et comprendre l'autre.»

Extrait de «Des mots et pas que pour le dire» Fanny Constant.

L'enfant entre en scène...

«Ainsi rien ne peut remplacer cette expérience fondatrice d'un petit d'homme qui monte sur une scène. Il lève la main. Fait un signe. Tous ses muscles se tendent et lui font mal. Toute son intentionnalité passe dans un salut. Il sort de la gesticulation et fait, enfin, un geste. Un vrai. Il ne vit plus dans un agrégat informe où les êtres se bousculent sans se regarder; il entre dans un espace symbolique où chacun peut occuper une place sans prendre toute la place... Expérience essentielle qui permet d'accéder à une société où il fait bon apprendre. Où l'on ne fait pas pousser les fleurs en tirant sur les tiges. Mais où l'on tente de donner à chacun le courage de grandir.»

Philippe Meirieu, Pour l'éducation artistique, Intervention au Théâtre du Rond-Point, Paris, le 15 décembre 2004

Le projet d'établissement s'articule autour de 4 grands axes :

Le sens donné aux apprentissages

La communication est mise au service de la socialisation, de l'autonomie, de l'intégration sociale et la différenciation des apprentissages.

Agir et apprendre sont des actions longtemps indissociables pour l'enfant : dans un environnement riche et stimulant, il développe sa motricité, se découvre, prend confiance en lui, interagit, communique avec les autres et met en œuvre des stratégies pour mener à bien ses différents projets.

Ce processus de développement global de l'enfant comporte 4 axes privilégiés :

- se découvrir, se connaître, s'estimer, prendre confiance en soi
- vivre et interagir avec les autres
- appréhender le monde l'environnement par des approches sensorielles et motrices
- construire sa relation au monde
- communiquer selon des modes diversifiés.

Les enfants sont acteurs, chercheurs, constructeurs de leurs apprentissages au travers de situations organisées, réfléchies par l'enseignant qui les accompagne dans leurs cheminements et s'ouvre à toutes leurs propositions.

Le théâtre et les activités d'expression dramatique ont leur place parmi les domaines qui élargissent le champ de l'éducation artistique.

Il faut que les activités s'articulent autour de la dualité «voir et faire» du théâtre.

Voir du théâtre :

Voir du théâtre c'est d'abord un plaisir auquel il faut initier les élèves en développant chez eux le désir de voir des spectacles.

Faire du théâtre :

Les activités d'initiation seront immergées dans une relation aux œuvres et la création pour :

- s'interroger sur le sens de l'activité dramatique
- s'approprier son langage spécifique (corps, voix, texte)
- redonner à l'école sa dimension culturelle et artistique.

La continuité des apprentissages

- mise en place d'un cycle 5/8
- carnet individuel de l'élève
- progression au travers des différents cycles. Les notions sont reprises tout au long du continuum pédagogique en les complexifiant jusqu'à leur maîtrise
- évaluation formative centrée sur l'enfant, ses acquis et ses progressions
- passage de documents, référentiels, synthèses, matériel d'une classe à l'autre
- mise en place de méthodologies communes : vocabulaire utilisé, codes de couleur, pictogrammes, matériels mis à disposition des enfants,...
- concertation permanente entre les enseignants
- animation du PMS avec les élèves de 6ème année pour l'orientation vers le secondaire.

L'éducation de l'enfant dans le respect de lui-même, des autres, de son environnement et de son patrimoine

- l'école est une école de la démocratie. Elle encourage l'enfant à la construction d'une société démocratique et l'amène à s'exercer à la citoyenneté responsable
- l'école est humaniste, elle est centrée sur le développement de l'enfant. Elle vise à son mieux-être affectif, physique et intellectuel
- l'école est respectueuse des droits de l'enfant, elle favorise les comportements d'autonomie, de confiance en soi, de socialisation et du sens des responsabilités
- elle attache une attention particulière à la gestion des conflits et à la prévention de la violence en partenariat avec le SAIS et le PMS
- elle organise des cercles de paroles : conseil de coopération et «cercle magique»
- elle amène les enfants à la découverte de leur patrimoine et de leur environnement (théâtre, cinéma, visites culturelles, musées, expositions, classes de dépaysement...)
- les fonctions exécutives s'activant dans les mêmes zones du cerveau que les domaines artistiques, l'école promotionnera, dans des activités concrètes, l'art sous toutes ses formes.

«Mens sana in corpore sano»

Dès la maternelle, l'école assure la promotion d'une alimentation saine, d'une bonne hygiène de vie, du respect de l'environnement et de la biodiversité.

- distribution gratuite de fruits plusieurs fois par semaine
- promotion des produits laitiers
- petits déjeuners à l'école
- sensibilisation au commerce équitable (Oxfam)
- repas «faits maison»
- gestion de potagers urbains dans le quartier
- gestion d'un parc arboré dans l'enceinte de l'école
- tri sélectif.

L'aide aux enfants en difficulté

1. Le théâtre, un tremplin pour s'ouvrir au monde :

«Je suis différent. Tu es différent. Chacun est différent. Évidemment.»

Vivre ses identités multiples, en jouer... Renforcer sa confiance en soi, se construire.

Rencontrer les différences qui nous habitent, celles que l'on côtoie, qui nous heurtent parfois.

Rencontrer comment trouver l'harmonie, l'équilibre ? Découvrir, se découvrir... Apprendre, comprendre, grandir.

2. L'intégration

L'école est engagée dans le processus d'intégration.

La philosophie générale

L'intégration exige un travail sur les mentalités et sur les attitudes prédominantes de la société ainsi que des milieux éducatifs, par rapport à la place que doit avoir tout élève ou toute personne à besoins spécifiques dans les établissements et dans la vie.

L'intégration est une réponse recherchée, adaptée et soutenue qui permet à chaque enfant de préparer une intégration professionnelle et/ou sociale la plus harmonieuse possible.

L'intégration s'apprécie non seulement dans le cadre du présent, mais doit aussi envisager l'avenir. C'est un processus à construire ensemble avec un respect total de l'identité et de la diversité de chacun.

L'intégration est chaque fois un projet unique, qu'il soit individuel ou collectif, qui doit:

- être guidé par l'éthique, la déontologie et la responsabilisation de tous les acteurs
- répondre, de manière personnalisée, aux besoins éducatifs spécifiques de chacun des enfants intégrés dans un milieu de vie scolaire ordinaire;
- se fonder sur des arguments pédagogiques
- étudier objectivement la faisabilité du projet
- proposer la mise en oeuvre d'un dispositif dynamique.

L'élève, lui, sera toujours au centre des priorités éducatives.

Elle met en place les stratégies liées aux besoins spécifiques des enfants.

Elle s'articule donc autour de deux volets. Tout d'abord, le volet thérapeutique, axé sur les troubles spécifiques dont se charge la logopède en travail individuel. D'autre part, le volet pédagogique, réservé à l'enseignant qui adapte ses séquences d'apprentissage à travers un matériel et des canevas adaptés.

Elle préconise de permettre à l'enfant de participer à toutes les interactions sociales qui ont lieu au sein de la classe et de l'école afin qu'il puisse être stimulé par ses compagnons de classe.

Elle vise à long terme à une autonomie relative en fonction des besoins pérennes de l'enfant.

En accord avec l'inspection, elle prévoit des évaluations adaptées, y compris dans les épreuves certificatives.

La formation

- une formation continue indispensable pour continuer à apprendre et à adapter sa pratique à chaque enfant à besoins spécifiques
- un investissement dans des recherches-actions qui permettent de théoriser et de modéliser les pratiques pédagogiques les plus performantes.

Les collaborations

L'intégration, c'est le choix possible des parents. Ils sont les décideurs, les responsables principaux de l'éducation de leur enfant ; ils ont donc un rôle essentiel dans toutes les prises de décision.

Le centre psycho-médico-social (PMS).

Les services ambulatoires (centres pluridisciplinaires, centres d'aide précoce, services d'aide à l'intégration,...)

Le centre de promotion de la santé à l'école.

Les services médicaux.

Les services sociaux

Les logopèdes indépendantes

Les opérateurs culturels permanents : conservatoire de Tournai, Maison de la culture de Tournai, Créa théâtre de Tournai.

Les opérateurs culturels occasionnels : centre dramatique de Wallonie pour l'enfance et la jeunesse, les «Jeunesses musicales»,...

Divers

Liaison famille-école

Cette liaison se réalise par :

- En maternelle : un cahier ou une farde de communication.
- En primaire : un journal de classe et une farde de communication.
- En maternelle et primaire : une réunion la première semaine de chaque rentrée scolaire.
- En primaire : 3 réunions de parents par année scolaire.

- En maternelle et primaire : des réunions privées avec l'enseignant, la direction ou le PMS à la demande d'un des intervenants.

Frais scolaires

Les frais scolaires sont liés aux repas, déplacements en bus, fréquentation de la piscine, visites culturelles, spectacles, cinémas, classes de dépaysement, voyage scolaire, excursion,...

Dans le cadre des activités pédagogiques, une participation pourrait être demandée. (Exemple : achat d'un roman pour une activité de lecture) ainsi que pour des activités festives. (Exemple : fête de l'école).

Horaires

P1 8 heures 30 - 9 heures 20

P2 9 heures 20 - 10 heures 10

RECREATION 10 heures 10 - 10 heures 30

P3 10 heures 30 - 11 heures 20

P4 11 heures 20 - 12 heures 10

REPAS 12 heures 10 - 13 heures 10

P5 13 heures 10 - 14 heures 00

P6 14 heures - 14 heures 50

RECREATION 14 heures 50 - 15 heures 10

COURS DU CONSERVATOIRE OU ETUDE 15 heures 10 - 16 heures

FIN DES COURS 16 heures

16 heures - 18 heures GARDERIE

Les arts de la parole et du théâtre

LES COURS DE FORMATION THÉÂTRALE ET DE DÉCLAMATION-INTERPRÉTATION

Un des objectifs sera de débloquer l'expression grâce à une aisance corporelle et à un bon maniement de la langue. L'imagination, la discussion et les improvisations verbales seront développées et mises en exergue. Les textes d'auteurs classiques et contemporains seront favorisés par un travail technique d'interprétation.

LES COURS DE BASE

- formation théâtrale pluridisciplinaire
- déclamation, spécialité interprétation
- art dramatique, spécialité interprétation

LES COURS COMPLÉMENTAIRES

- diction, spécialité orthophonie
- atelier d'applications créatives et techniques du spectacle (déclamation)
- atelier d'applications créatives et techniques du spectacle (art dramatique)

L'ART DRAMATIQUE

Les années d'apprentissage dans la classe d'art dramatique ont pour objectif de former, par le travail d'éléments techniques, par la fréquentation du répertoire du passé mais aussi de la création contemporaine, par la confrontation avec le public - un public éclairé, exigeant, critique - des acteurs venant enrichir la pratique amateur. Les meilleurs d'entre eux seront susceptibles de venir frapper aux portes de l'activité professionnelle. Des exercices publics et spectacles viennent chaque année compléter et, d'une certaine manière, récompenser le travail de chacun.

- l'avenant au règlement de travail de l'enseignement fondamental ayant trait au nouvel horaire de l'école primaire du Val d'Orcq, à savoir:

Annexe VIII - Horaire des établissements scolaires

VIII A. Toutes les écoles à l'exception de l'école de la Justice, l'école Paris, l'école du Château et l'école du Val d'Orcq (primaire).

Périodes	Activités
8h50-9h40	cours
9h40-10h30	cours
10h30-11h00	récréation
11-11h10 11h10-12h00	cours
12h-13h10	temps de midi
13h10-14h00	cours
14h-14h50	cours
14h50-15h10	récréation
15h10-16h00	cours

VIII. D. Ecole du Val d'orcq (section primaire)

Périodes	Activités
8h30-9h20	cours
9h20-10h10	cours
10h10-10h30	récréation
10h30-11h20 11h20-12h10	cours
12h10-13h10	temps de midi
13h10-14h00	cours
14h-14h50	cours
14h50-15h10	récréation
15h10-16h00	cours du conservatoire ou étude

15. Parc locatif public. Mise à jour de l'inventaire 2016. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée :

"L'inventaire qu'on nous propose reprend 3.248 logements publics.

On pourrait se réjouir du nombre mais que se cache-t-il derrière ces chiffres ?

- 61 logements en vente au CPAS;
- de nombreux logements inhabités ou insalubres.

L'inventaire des logements publics a pour but de savoir si l'on atteint les 10% de logements publics. Dans ce cadre-là, il n'est pas prévu réglementairement que ces logements soient occupés ou salubres. Bien entendu, l'objectif, c'est de répondre à un besoin de logement donc si réglementairement, inoccupation et insalubrité n'empêchent pas la comptabilisation, politiquement, c'est beaucoup plus problématique. Voilà pourquoi nous ne voterons pas ce point.

D'autre part, je ne vois aucun logement de transit répertorié alors qu'il y a une obligation d'un logement de transit pour 5.000 habitants. Où en est la création de ces logements et allons-nous avoir le quota pour le 31 décembre ? N'oublions pas que c'est 10.000,00€ d'amende par logement manquant !

Je sais qu'il est prévu de faire des logements de transit à l'îlot des Primetiers mais où en est ce dossier ? Les locataires vivent un cauchemar depuis plusieurs mois puisque des travaux sont réalisés dans l'immeuble. Cet immeuble doit être vendu ou cédé au logis mais où en est la procédure ? En effet, tant que l'immeuble n'est pas propriété du logis, ce dernier ne peut pas attribuer prioritairement de logement aux personnes vivant dans l'immeuble. La Ville me semble-t-il a très mal géré ce dossier et elle aurait dû vendre l'immeuble avant d'entreprendre les travaux.

Avec la vente des logements publics de la Ville et du CPAS, nous risquons de passer en dessous de la barre des 10% de logements publics, ce qui signifie une perte de subside puisque les communes qui ont moins de 10% passent dans une autre catégorie du fonds au sein de laquelle le gâteau à se répartir entre communes est beaucoup plus réduit. Pouvez-vous me dire quel est le pourcentage de logements publics actuellement à Tournai ?

Enfin, il y a beaucoup de logements moyens dans l'inventaire. Pourriez-vous me dire à quels critères cela correspond-il ?"

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, lui répond comme suit :

"Pour rappel, 11 logements de transit sont prévus à l'îlot des Primetiers. Ils ont été retenus à l'ancrage communal 2014-2016. Ces logements de transit vont être mis en oeuvre. L'acte d'échange n'a pas encore été officialisé. Une série d'actes notariés ont dû être vérifiés par notre service juridique. C'est le Logis qui va les mettre en oeuvre. L'auteur de projet a déjà été désigné. Dès que l'échange sera effectif, il pourra lancer la procédure. Donc, a priori, il n'y a pas de risque de se voir sanctionnés. Mais il ne faut plus traîner. Je suis au courant de la situation des locataires mais tant que l'acte d'échange n'est pas officiel, ces personnes ne pourront pas accéder au parc locatif du Logis. Dès lors que ce sera fait, ils seront considérés comme étant locataires du Logis et ils pourront bénéficier d'une mutation. Nous ferons le nécessaire le plus rapidement possible.

En ce qui concerne les 10% de logements publics, le CPAS vend des logements pour redresser sa situation financière. Nous allons donc perdre du logement public. Mais le Logis tournaisien a 150 logements en projet. Cela va compenser la vente des logements du CPAS. Je n'ai donc pas de crainte à ce sujet non plus.

J'ai demandé au service logement de calculer le taux de logements publics.

Les logements moyens sont ceux qui sont gérés par l'office central d'action sociale et du ministère de la défense. Ce sont des logements militaires. Ces logements publics sont affectés à des personnes qui ont plus de moyens puisque les militaires ont des revenus. Ils sont donc considérés comme des logements moyens mais ils font partie du parc locatif public. Ils se situent tous à la rue de la Citadelle. Certains logements de l'AIS sont également considérés comme moyens puisqu'ils sont pris en gestion par des privés."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVI**D, constate que des logements sont abandonnés et n'ont pas de projet.

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, lui donne des explications à ce sujet, en particulier en ce qui concerne les logements de la rue de la Madeleine et ceux de Templeuve.

Par 26 voix pour et 3 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM.

V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVI, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code wallon du logement et de l'habitat durable;

Considérant la demande d'actualisation de l'inventaire du parc locatif public émanant du service public de Wallonie (département du logement - direction des subventions aux organismes publics et privés), selon les conditions énoncées dans son courrier du 22 mars 2016, dont les termes suivent:

" Afin d'actualiser l'inventaire des logements publics existants en Wallonie, il incombe à la DSOPP de réaliser un recensement précis et complet du parc locatif public, par commune, sachant que ces chiffres pourront influencer les futurs ancrages, mais également les sanctions prévues aux articles 188 et 190 du Code wallon du logement et de l'habitat durable.

(...) Pour rappel, il faut entendre par logement public :

- les logements de transit ou d'insertion créés et occupés comme tels;
- les logements loués appartenant à la commune, au CPAS ou à la Régie autonome;
- les logements mis en gestion par les propriétaires privés et publics, par l'intermédiaire d'une AIS, d'une SLSP ou d'une ASBL;
- les logements gérés par le FLW;
- les logements gérés par l'office central d'action sociale et culturelle du ministère de la défense (OCASC);
- les logements créés dans le cadre de formules de type «Community Land trust»;
- les logements de résidences services, sociales ou non, à la condition qu'ils soient gérés par un opérateur reconnu par le Code;
- les logements d'urgence.

(...) Au regard du Code, les logements «ILA» (Initiative Locale d'Accueil) ne sont pas considérés en tant que logement public.

Les logements d'urgence ne peuvent être assimilés à des logements de transit. Néanmoins, ils peuvent être comptabilisés dans le quota du logement public. Je vous invite dès lors à les mentionner.

Les futurs logements publics en cours de chantier ne seront comptabilisés et répertoriés que lorsqu'ils seront effectivement occupés en tant que tels.

(...) Afin que ces données soient véritables, je vous invite à ce qu'elles fassent l'objet d'une approbation par le conseil communal, organe compétent en matière de logement.";

Considérant que l'inventaire des logements gérés (propriétaires ou gestionnaires locatifs) par la société de logement de service public le Logis tournaïen, comprenant 2.170 logements, n'est pas répertorié dans le présent inventaire puisqu'il est transmis au service public de Wallonie par le biais de la société wallonne du logement;

Considérant que, n'étant plus occupés pour des raisons de sécurité, les trois logements de transit situés 48b rue de la Madeleine à 7500 Tournai, ne figurent plus dans l'inventaire;

Considérant, à titre indicatif, que le nombre total de logements publics répertoriés sur le territoire de Tournai pour l'année 2016, y compris ceux du Logis tournaïen, s'élève à 3.116;

Sur proposition du collège communal;

Par 26 voix pour et 3 voix contre;

APPROUVE

l'inventaire du parc locatif de logements publics 2016 (hors Logis tournoisien), lequel comprend, conformément aux dispositions prévues par la Région wallonne, les logements :

1. du centre public d'action sociale (628 logements)
2. de l'agence immobilière sociale Tournai Logement (236 logements),
3. du fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, dont la gestion locative est assurée par l'agence immobilière sociale (19 compris dans le total de l'agence immobilière sociale - AIS au point 2)
4. de l'office central d'action sociale et culturelle de l'état (64 logements)
5. de la régie foncière communale (12 logements)
6. de l'ASBL l'Etape APL (6 logements).

Soit un total de 946 logements.

16. Revitalisation urbaine. Projet Techni CITé. Délimitation du périmètre et convention entre la Ville et le promoteur. Approbation.

Le point 16 est retiré, la tutelle ayant prorogé le délai d'examen de ce dossier.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Le Conseil décide de reporter le point.

17. Plate-forme multimodale de Tournai. Marché de services d'architecture. Mode de passation du marché et critères de sélection. Approbation.
--

Monsieur le Conseiller communal Emmanuel VANDECAVEYE sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Lors d'un précédent conseil communal, je me suis inquiétée de la manière dont ce projet serait mené, notamment quant à la participation des citoyens, usagers des services publics que sont la SNCB et le TEC.

Aujourd'hui, à ECOLO, nous ne sommes pas plus rassurés : il est temps de prendre l'avis des gens afin que les auteurs de projet bientôt désignés puissent répondre aux besoins exprimés par des usagers, des riverains, des commerçants, des citoyens tournoisiens en général.

«Les compétences requises pour ce marché sont : l'architecture, le paysage, la conception d'espaces publics, la participation, la stabilité, les techniques spéciales (intégrant une connaissance des techniques liées au concept de rue intelligente dite «connectée»), l'acoustique, le design mobilier et le design signalétique.»

On retrouve bien le mot «participation» dans ce paragraphe, mais c'est le seul endroit.

Après la première tranche «esquisse commune», seront développées, dans le marché public, 4 tranches conditionnelles pour le reste des stades, faisant l'objet de commandes séparées, assurées par chacune des 4 parties prenantes pour sa partie (mission liée à «sa» zone d'intervention). Chaque partenaire reprendra à partir de ce moment la maîtrise de l'exécution du marché pour «sa» partie. Un

comité d'accompagnement commun assurera un suivi global de la mission afin d'en garantir la cohérence.

Cela ne nous rassure pas non plus sur la méthode, car, lorsque les 4 parties prenantes reprendront la maîtrise de l'exécution du marché pour leur partie, nous ne voyons plus très bien comment inclure un processus participatif à ce stade.

C'est donc maintenant que la Ville doit prendre l'initiative et c'est elle qui doit mener cette participation citoyenne, car ce sont les Tournaisiens qui sont concernés et nous savons le peu de cas que la SNCB et la SRWT font de la participation des usagers et citoyens à leurs décisions.

La CCATM l'a déjà réclamé. Quand cela sera-t-il mis en œuvre et comment ?"

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"Il est clair que nous envisageons la participation citoyenne dans une logique de co-construction.

Nous voulons que le projet implique concrètement les différents acteurs autour de débats comme ceux qui ont lieu aujourd'hui avec le groupe "Autour du pont", dans les limites de ce type d'exercice.

Nous voulons que le public se sente pleinement associé.

Deuxième élément par rapport à la clarté du master plan, je suggère que si la commission ad hoc le souhaite, un exposé détaillé de ce master plan lui soit présenté. Je crois qu'aucun groupe politique n'y sera opposé."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §2 3°;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 61 et suivants;

Considérant que, dans le cadre de la future programmation 2014-2020 des fonds européens de développement régional (FEDER), le gouvernement wallon, en séance du 21 mai 2015, a approuvé le portefeuille de projets "SmarTournai" comprenant notamment le volet relatif à la création d'une plate-forme multimodale sur le site du parvis de la gare, place Crombez et rue Royale;

Considérant que les différents acteurs publics présents sur ce site envisagent de mettre en œuvre, de manière coordonnée et cohérente, via une centrale de marchés d'architecture, les projets suivants dans un périmètre dont les limites sont indiquées sur le plan joint en annexe :

- réaménagement du parvis de la gare et de son parc
- reconditionnement et sécurisation de la rue Royale et du boulevard
- création d'une nouvelle gare (autobus) et ses voies d'accès (voies réservées pour autobus)
- développements de la gare ferroviaire liés à l'accueil voyageurs, aux accessibilités, aux stationnements, à la sécurisation, etc.;

Vu sa décision du 23 février 2015, d'approuver la convention de partenariat relative à la coordination des opérations de réaménagement du plateau de la gare et de la plate-forme multimodale de Tournai, et ce, par la mise en œuvre d'un marché de services d'architecture par procédure négociée avec publicité européenne via une centrale de marchés;

Considérant que, conformément à cette convention, la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles a établi l'avis de marché relatif au dépôt des candidatures de ce marché de services;

Considérant que les documents du marché, comprenant les critères d'attribution du marché, sont en cours d'élaboration par la susdite cellule d'architecture et feront l'objet d'une présentation lors d'une prochaine séance;

Considérant que le montant des travaux et honoraires et les parts assumées par chacun ont fait l'objet d'une simulation de la Fédération Wallonie-Bruxelles :

	ESTIMATION INVESTISSEMENTS "étape convention"		ESTIMATION HONORAIRES INITIALE (voir autres onglets)		ESTIMATION HONORAIRES "étape convention" > harmonisation taux	
<u>Montant hors TVA</u>	montant travaux	part d'investissement / territoire	taux d'honoraires	montant total d'honoraires	taux d'honoraires *	montant total d'honoraires
Espaces publics (MO Ville)	5.650.000,00 €	40,65%	9,00%	508.500,00€	9,50%	536.750,00€
Espaces publics (MO SNCB)	3.900.000,00 €	28,06%	11,00%	429.000,00€	9,50%	370.500,00€
Espaces publics (MO Région)	750.000,00€	5,40%	12,00%	90.000,00€	9,50%	71.250,00€
Gare et espace public (MO SWRT)	3.600.000,00 €	25,90%	12,30%	442.800,00€	9,50%	342.000,00€
TOTAUX	13.900.000,00€	100%	10,58% (moyenne pondérée)	1.470.300,00 €	9,50%	1.320.500,00 €

ESTIMATION HONORAIRES ventilation / tranche						
<u>Montant hors TVA</u>	montant total d'honoraires : application forfait	part honoraires tranche ferme esquisse (base 15%)	part honoraires tranche ferme esquisse application forfait	part honoraires suite études (tranches/stades: avant-projet, permis d'urbanisme , projet définitif, mise en concurrence) (ESTIMATION > base 45%)	part honoraires suivi exécution (ESTIMATION > base 40%)	
Espaces publics (MO Ville)	537.566,00€	80.513,00€	81.300,00€	241.538,00€	214.700,00€	

Espaces publics (MO SNCB)	371.072,00€	55.575,00€	56.120,00€	166.725,00€	148.200,00€	> OPTION
Espaces publics (MO Région)	71.411,00€	10.688,00€	10.800,00€	32.063,00€	28.500,00€	
Gare et espace public (MO SRWT)	342.508,00€	51.300,00€	51.800,00€	153.900,00€	136.800,00€	
TOTAUX	1.322.425,00 €	198.075,00€	200.000,00€	594.225,00€	528.200,00€	
		engagement SPW hors travaux	92.286,00€			
		option SNCB	314.925,00€			
		estimation marché (hors option SNCB)	1.007.500,00 €			

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de services d'architecture ayant notamment pour objet le réaménagement du plateau de la gare et de la plate-forme multimodale de la Ville de Tournai par procédure négociée avec publicité européenne, via une centrale de marchés, conformément aux articles 26 § 2 - 3 (les spécifications du marché étant encore générales au stade de la mise en concurrence des auteurs de projet) et 2 - 4ème (centrale de marché) de la loi du 15 juin 2006;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de services d'architecture ayant pour objet l'étude et le suivi de l'exécution des travaux pour le réaménagement, la revitalisation et le développement du site du plateau de la gare, de la place Crombez, de la rue Royale et de sa connexion au quartier cathédral UNESCO, dans le cadre du projet Smartcity- centrale de marché, estimé à 1.322.425,00€ hors TVA, soit 1.600.134,25€ TVA comprise (dont 537.566,00€ à charge Ville) par procédure négociée avec publicité européenne, via une centrale de marchés, conformément aux articles 26 § 2 - 3 (les spécifications du marché étant encore générales au stade de la mise en concurrence des auteurs de projet) et 2 - 4ème (centrale de marché) de la loi du 15 juin 2006.

Article 2 : les critères de sélection qualitative consisteront en :

- situation personnelle des opérateurs économiques, et, le cas échéant, exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession
- renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Concernant la situation personnelle des opérateurs économiques :

l'article 61 § 1er de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 (relatif à la participation à une organisation criminelle, la corruption, la fraude et le blanchiment de capitaux) est applicable de plein droit à la présente procédure. Relativement à l'article 61 § 2, les situations d'exclusion retenues pour ce

marché sont : être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale, avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes, mais également ne pas être en état ou en cours de procédure de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales.

Le(s) mandataire(s) joindra(ont) à son (leur) dossier de candidature, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il(s) ne se trouve(nt) pas dans l'une des situations d'exclusion décrites dans le paragraphe précédent.

ATTENTION : pour rappel, une fausse déclaration sur l'honneur expose à des poursuites pénales et risque de mettre en difficulté toute la procédure.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera la situation des candidats proposés à la sélection soit directement en consultant les bases de données du fédéral ou l'application Digiflow, soit, quand cette vérification préalable ne peut s'effectuer, en demandant au candidat de lui communiquer les attestations requises par la réglementation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'inviter les candidats ou les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les renseignements et documents concernés et, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, de s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout soumissionnaire. La situation de l'équipe la mieux classée au terme de la procédure sera nécessairement révérifiée avant l'attribution du marché.

- Concernant les exigences relatives à l'inscription au registre de la profession :
 - le pilote de l'équipe joindra à son dossier de candidature la preuve de son inscription à un ordre professionnel d'architectes ou un agrément à exercer cette profession dans son pays d'origine.
 - capacité économique et financière.

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

le(s) mandataire(s) joindra(ont) à son (leur) dossier de candidature la preuve de la souscription à une assurance de responsabilité professionnelle auprès d'un organisme assureur présentant toutes les garanties de faisabilité et attestant que le(s) mandataire(s) est (sont) assurable(s), ensemble pour la mission portant sur un dossier d'un montant minimum équivalent au montant de travaux, soit 13.900.000,00 € hors TVA (article 67 de la loi du 15 juillet 2011).

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) (le cas échéant) :

- la preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels pour la mission portant sur un dossier d'un montant minimum équivalent au montant de travaux, soit 13,9 millions hors TVA.
- capacité technique

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Par l'application combinée des articles 68 et 72 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, l'équipe candidate devra fournir un dossier de candidature qui contiendra, suite aux diverses attestations et déclarations précitées, les éléments de capacité technique présentés dans l'ordre et selon la structure suivants :

[1] Une note expliquant ses motivations à présenter sa candidature en faisant valoir comment l'équipe entend mettre en œuvre son savoir-faire compte tenu de la programmation prévue pour le lieu, du contexte existant, des contraintes et enjeux (maximum une page A4, éventuels visuels inclus, texte de maximum 4.000 signes espaces compris).

[2] Une note où le candidat expliquera comment il a composé l'équipe, pourquoi il envisage de travailler, le cas échéant, en association et/ou avec ces sous-traitants, en quoi ils ont une vision commune des enjeux du projet dont question ici, et en quoi ils se complètent (maximum une page A4, éventuels visuels inclus, texte de maximum 4.000 signes espaces compris).

[3]

- Une liste définissant le rôle (compétence(s) assumée(s) – voir section II.2.1) de chaque membre dans l'équipe auteur de projet mise en place, ainsi que son statut au sein de l'équipe (mandataire ou sous-traitant); cette liste reprendra aussi pour le(s) mandataire(s) le numéro de TVA ainsi que les coordonnées : mail, adresse postale et téléphone; enfin, la liste mentionnera succinctement la qualification professionnelle des différents membres du personnel chargé de l'exécution du service, leurs compétences spécifiques ou formations complémentaires (une page A4).
- Uniquement pour le(s) bureau(x) d'architecture et de paysage, la liste des projets en cours avec le planning prévisionnel.
- Uniquement pour le(s) bureau(x) d'architecture et de paysage, le cas échéant, la liste des prix reçus et/ou des publications dont son (leur) travail a fait l'objet.
- Pour chaque opérateur économique, un document reprenant les principales missions pouvant constituer des références, construites ou non, avec, au minimum, leur date de réalisation (le cas échéant), leur destinataire, le type de maîtrise d'œuvre (association momentanée, sous-traitance, collaboration extérieure, etc.), leur montant, la précision du type d'intervention (rénovation, nouvelle construction, etc.) et du statut du projet (réalisé, en chantier, concours non remporté, etc.).

[4] La présentation détaillée de trois références pertinentes (construites ou non) au cours des cinq dernières années. Ces trois références seront issues des productions de tous les membres de l'équipe confondus.

ATTENTION : L'équipe candidate ne remettant pas ces 3 références respectant les termes précités se verra exclue. Si plus de 3 références sont présentées, le pouvoir adjudicateur sélectionnera les 3 premières références, dans l'ordre du dossier, sans distinction de pertinence.

La présentation de chaque référence tiendra sur 3 pages A4 maximum (texte et visuels) et se fera uniquement à l'aide des documents suivants:

Par référence :

- un texte introductif justifiant la pertinence de la référence par rapport à l'objet du marché (maximum 300 signes espaces compris)
- photos et/ou dessins, plans, croquis (maximum 6) permettant de juger la qualité de la référence présentée
- une note d'une demi-page (maximum 2.000 signes, espaces compris) présentant le parti architectural du projet, la façon dont les problématiques énergétique et environnementale ont, le cas échéant, été intégrées au projet, les solutions techniques originales, le rôle du (ou des) prestataire(s) de la référence, le statut du projet (réalisé, en chantier, concours non remporté, etc.), la surface plancher, le budget et les moyens humains mis en œuvre; l'indication des montants de l'estimation et, le cas échéant, de l'adjudication et du décompte final, éventuellement accompagnée d'une note justificative. Les dates suivantes (le cas échéant), au minimum, devront être renseignées : lancement du marché de services, début et fin des études, début et fin du chantier.

ATTENTION :

[5] Un CD-ROM ou autre support informatique contenant une version numérique en qualité d'impression de l'ensemble des documents décrits aux points [1] à [4] de cette section.

ATTENTION : il ne sera pas tenu compte du texte ou des pages excédentaires par rapport aux quantités prescrites ; l'ajout de tout document supplémentaire de type curriculum vitae, diplôme, moyens techniques du bureau... est proscrit.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) (le cas échéant) : le pilote de l'équipe doit être inscrit à un ordre professionnel d'architectes ou titulaire d'un agrément à exercer cette profession dans son pays d'origine.

18. Rumillies. Terrain de football. Réparation d'un poteau d'éclairage. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du collège communal du 22 novembre 2012 de désigner l'entreprise LA TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai, pour effectuer la réparation d'un poteau d'éclairage pivotant de 17m du terrain de football de Rumillies, au montant de son offre s'élevant à 4.114,00€ TVA comprise;

Considérant que le marché consistait en l'haubanage du poteau, la fouille autour du massif de béton existant, une inspection, le redressement du mât et sa fixation, la fourniture et le coulage du béton et l'enlèvement de la structure de maintien;

Considérant que l'entreprise a exécuté la fouille et l'inspection autour du massif de béton existant et qu'il est apparu impossible de réparer le poteau, dont le pied était fissuré;

Considérant que les crédits n'ont pas été reportés en 2016, l'auteur de projet estimant que le marché ne pouvait être passé étant donné le coût élevé du remplacement par rapport à celui des réparations envisagées initialement;

Considérant qu'en date du 30 mars 2016, l'entreprise LA TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE a introduit sa facture (TEI_162161_Fp) relative à ses prestations de fouilles et d'inspection, qui s'élève à 1.300,00€ hors TVA, soit 1.573,00€ TVA comprise;

Considérant qu'il convient de pourvoir à cette dépense afin de ne pas préjudicier l'entreprise et d'éviter le paiement d'intérêts de retard;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de prévoir un montant de 1.573,00€ par voie de modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire 2016 sous l'article 764/725-60/12;

Considérant qu'en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le collège communal peut pourvoir à une dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant, dès lors, que le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 15 avril 2016 et à délibérer s'il admet ou non la dépense, qui sera régularisée en exercice antérieur lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

de la décision du collège communal prise en séance du 15 avril 2016 en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

- en vue de n'occasionner aucun préjudice, décide de pourvoir à la dépense relative aux travaux attribués à l'entreprise LA TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai, suivant ses prestations de fouilles et d'inspection réalisées pour la réparation d'un poteau d'éclairage pivotant de 17m du terrain de football de Rumillies;
- d'inscrire les crédits nécessaires à cette dépense, soit le montant de 1.573,00€, par voie de modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016, sous l'article 764/725-60/12;

- de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense, tel que prévu à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

19. Plan d'investissement communal 2013-2016. Tournai, rue des Jésuites (pie). Travaux de voirie et d'égouttage. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant qu'en séance des 16 septembre 2013 et 9 décembre 2013, 29 juin 2015 et 21 mars 2016, le conseil communal a approuvé le plan d'investissement communal 2013-2016 comprenant la rue des Jésuites (pie) à Tournai;

Considérant que le bureau d'études communal et l'Intercommunale IPALLE ont établi le projet définitif pour le marché conjoint Ville de Tournai-SPGE (Société publique de gestion de l'eau) relatif aux travaux de voirie et d'égouttage de la rue des Jésuites (pie) à Tournai.

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

* pour la subdivision 1 - Ville de Tournai :

- la démolition des revêtements en voirie
- la démolition de terre-plein aménagé
- la pose d'un revêtement en pavés de pierre en voirie
- la pose d'un revêtement en pavés de pierre en trottoir
- la mise à niveau d'éléments divers;

* pour la subdivision 2 - Société publique de gestion de l'eau (SPGE) :

- la rénovation des égouts par la fourniture et pose de chemisages;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai à 412.828,00€ hors TVA, soit 499.521,88€ TVA comprise
- pour la subdivision 2 - S.P.G.E. à 132.705,92€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE), soit un total de 545.533,92€ hors TVA, soit 632.227,80€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2016 à concurrence de 4.555.895,00€ sous l'article 421/731-60;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet des travaux de voirie et d'égouttage dans la rue des Jésuites (pie) à Tournai, estimés :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai à 412.828,00€ hors TVA, soit 499.521,88€ TVA comprise
- pour la subdivision 2 - S.P.G.E. à 132.705,92€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie S.P.G.E.), soit un total de 545.533,92€ hors TVA, soit 632.227,80€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23, 24 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 4;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2016 à concurrence de 4.555.895,00€ sous l'article 421/731-60.

20. Plan d'investissement communal 2013-2016. Lamain, rue Haudion (pie). Travaux de voirie et de trottoirs. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant qu'en séance des 16 septembre et 9 décembre 2013, 29 juin 2015 et 21 mars 2016, le conseil communal a approuvé le plan d'investissement communal 2013-2016 comprenant la rue Haudion (pie) à Lamain;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif pour le marché relatif aux travaux de voirie et de trottoirs de la rue Haudion (pie) à Lamain;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- la démolition des revêtements en voirie
- la démolition de terre-plein aménagé
- la pose d'un nouveau revêtement en hydrocarboné en voirie
- la pose d'un nouveau revêtement en hydrocarboné en trottoirs
- la mise à niveau d'éléments divers;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 702.195,00€ hors TVA, soit 849.655,95€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2016 à concurrence de 4.555.895,00€ sous l'article 421/731-60;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux de voirie et de trottoirs à la rue Haudion (pie) à Lamain, estimés à 702.195,00€ hors TVA, soit 849.655,95€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 4;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2016 à concurrence de 4.555.895,00€ sous l'article 421/731-60.

21. Service bus. Acquisition d'un minibus scolaire au CNG (compressed natural gas). Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 2d relatif à la procédure négociée directe avec publicité;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 61 et suivants;

Vu sa décision du 22 février 2016 de passer par procédure négociée avec publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 2d de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un minibus scolaire au diesel avec variante obligatoire au CNG (compressed natural gas) et un forfait "entretien" pour une durée de 4 ans estimé pour le bus diesel à 120.000,00€

hors TVA, soit 145.200,00€ TVA (21%) comprise et pour la variante obligatoire au CNG à 140.000,00€ hors TVA, soit 169.400,00€ TVA (21%) comprise;

Considérant que, dans le cadre de ce marché, deux offres ont été déposées en date du 13 mai 2016, l'une ne pouvant être sélectionnée en raison de l'absence de documents probants réclamés pour ce marché et l'autre étant irrégulière pour n'avoir pas répondu à la variante obligatoire;

Vu le rapport de l'auteur de projet proposant de lancer une nouvelle procédure en reprenant la seule motorisation CNG et en assurant une publicité au niveau européen;

Considérant qu'il est également proposé de ne pas inclure l'entretien du véhicule, qui fera l'objet ultérieurement d'un marché séparé;

Considérant que l'estimation du marché s'élève à 115.000,00€ hors TVA soit 139.150,00€ TVA 21% comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée avec publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition d'un minibus scolaire au CNG (compressed natural gas) estimé à 115.000,00€ hors TVA, soit 139.150,00€ TVA (21%) comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée directe avec publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :

- une déclaration du chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché pour les trois derniers exercices - seuil minimal de 2.500.000,00€;
- une note de présentation relative à deux références pour des fournitures équivalentes d'un montant minimum de 115.000,00€ ayant eu lieu au cours des trois dernières années.

Par le seul fait de déposer leur offre, les soumissionnaires attestent ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : les critères d'attribution sont fixés et pondérés comme suit :

- Respect de l'environnement : 70 points;
- Prix : 20 points
- Délai de remplacement en cas d'immobilisation du véhicule pendant la période de garantie : 10 points.

Article 6 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 722/743-98 à concurrence de 140.000,00€ pour l'acquisition (financement par emprunt).

22. Service informatique. "Digital cities". Déploiement d'une infrastructure Wi-Fi urbain sur des sites d'intérêt public. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE sort de séance et Monsieur le Conseiller communal Emmanuel VANDECAVEYE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 25;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 61 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5§2;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon daté du 4 juillet 2013 octroyant une subvention de 300.000,00€ à la Ville de Tournai en vue de l'expérience pilote "digital cities" ayant pour objet de couvrir les dépenses relatives à la mise en oeuvre d'une infrastructure Wi-Fi;

Vu la note de motivation établie par le service informatique;

Vu la décision prise par le collège communal du 24 janvier 2014 de désigner l'entreprise MULTITEL comme prestataire de services dans le cadre du marché ayant pour objet l'étude de faisabilité et d'implantation des points d'accès Wi-Fi dans le cadre du susdit projet;

Considérant que, suite à cette étude, l'entreprise MULTITEL a établi les documents du marché ayant pour objet la mise à disposition sur différents sites intérieurs ou extérieurs géographiquement dispersés dans la Ville de Tournai d'un service Wi-Fi urbain avec accès à internet;

Considérant qu'afin de pouvoir mesurer l'intérêt et l'utilisation du Wi-Fi urbain par les usagers et, donc, de poursuivre l'expérience si celle-ci s'avère concluante, il est proposé de ventiler le marché en une tranche ferme (3 ans) et deux tranches conditionnelles (2 ans chacune);

Considérant que le marché se fera sur base locative pour du matériel assez important à installer (antennes extérieures, fibres, cabinets d'alimentation...) et qu'il est préférable d'augmenter la durée du marché pour éviter des frais importants de renouvellement;

Considérant que le marché sera passé sur base d'un marché dit «à commandes» permettant, sur base d'un prix unitaire, de commander les quantités réelles à concurrence du budget que la Ville souhaite allouer; que l'estimation a été basée sur la situation idéale (couverture d'un maximum de zones dans le cœur de la Ville), tout en se réservant le droit de ne pas commander la totalité du matériel;

Considérant que l'attribution et l'exécution du marché seront donc menées de manière à ce que les trois premières années (tranche ferme) soient couvertes à 100% par les subsides régionaux;

Considérant qu'après ces premières années de fonctionnement, une évaluation du projet sera faite et, en fonction de celle-ci, qu'il sera proposé de débloquer un budget sur fonds propres (si aucun autre appel à projet ne permet, d'ici là, de continuer à financer le projet via subsides) afin de libérer une ou deux tranches conditionnelles du marché;

Considérant que ce marché permettrait donc potentiellement de mettre en place le Wi-Fi urbain sur 7 ans;

Considérant qu'il est estimé pour l'entièreté des sites à 342.221,00€ hors TVA soit 414.087,41€ TVA 21% comprise pour la tranche ferme de 36 mois et à un total de 539.011,00€ hors TVA, soit 652.203,31€ TVA comprise si l'on y ajoute les deux tranches conditionnelles de 24 mois;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché seront inscrits par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 2016 sous l'article 104/742-53, en ce qui concerne la tranche ferme;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de services à commandes ayant pour objet la mise à disposition sur différents sites intérieurs ou extérieurs géographiquement dispersés dans la Ville de Tournai, d'un service Wi-Fi urbain avec accès à internet et estimé à 539.011,00€ hors TVA, soit 652.203,31€ TVA comprise [montant comprenant la tranche ferme de 36 mois et les deux reconductions éventuelles (tranches conditionnelles) de 24 mois chacune].

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus. Les commandes dans le cadre de la tranche ferme seront effectuées dans la limite des subsides alloués dans le cadre du projet "digital cities", soit 300.000,00€.

Article 2 : ce marché sera passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne, conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 15 juin 2006 et 32, 3° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 3 : le marché sera régi par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des documents du marché établi à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en :

- par le seul fait de participer à la procédure de marché, le soumissionnaire atteste sur l'honneur qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion visés à l'article 61, §1 et 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Pour la capacité financière et économique :

- par une déclaration du chiffre d'affaires global annuel qui devra être d'un minimum de 2 millions d'euros pour les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou de début d'activités du soumissionnaire, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Le soumissionnaire précisera également la quote-part, dans son chiffre d'affaires total, des services faisant l'objet de la présente offre, en faisant une distinction entre les chiffres pour la Belgique, l'Europe et le niveau mondial;

Pour la capacité technique ou professionnelle :

- le candidat doit justifier d'une expérience confirmée dans des projets identiques ou similaires (minimum 3) à celui faisant l'objet du marché. A cet effet, le candidat doit joindre obligatoirement un dossier technique comprenant :

1. Une liste de minimum 3 références, dont au moins une portant sur un montant minimum de 300.000,00€ TVA comprise, concernant des prestations analogues réalisées au cours des 3 dernières années correspondant à des installations structurellement similaires à celle pour laquelle le candidat postule, et ce parmi les domaines suivants:

- a) étude de couverture Wi-Fi à 2,4 et 5GHz;
- b) réseaux de communication sans fil de type Wi-Fi IEEE 802.11a/b/g/n/ac indoor/outdoor en version centralisée (installation et configuration des équipements);
- c) réseaux de communication filaire de type Ethernet IEEE 802.3 avec VLANs (installation et configuration des commutateurs);
- d) réseaux sécurisés de type intranet VPN intersites (installations et configuration);
- e) câblage structuré (UTP/FTP Cat6 et liens fibres optiques).

S'il s'agit de marchés avec des autorités publiques, les livraisons seront prouvées par des attestations de bonne exécution établies et contresignées par l'autorité concernée.

S'il s'agit de marchés avec des personnes physiques ou des entreprises privées, les livraisons seront prouvées par une déclaration sur l'honneur établie par l'acheteur attestant que le ou les marchés de référence ont été dûment exécutés.

2. Une justification de leur savoir-faire et expérience dans chacun des domaines suivants :

- a) étude de couverture, installation et configuration de réseaux sans fil Wi-Fi IEEE 802.11a/b/g/n/ac (2,4 et 5GHz) multi-sites géré par des systèmes de contrôle centralisés;
- b) installation et configuration d'une infrastructure d'authentification de type IEEE 802.11i RADIUS / entreprise (WAPA2-entreprise) de type EAP-PEAP et EAPTLS;
- c) architecture, installation et configuration de réseaux Ethernet avec segmentation en VLANs;
- d) installation de câblage structuré (UTP/FTP CAT6 et liens fibres optiques);
- e) installation et configuration de passerelles VPN intersites.

3. les ressources humaines et techniques que le candidat se propose de dédier à l'exécution du marché, en particulier :

- a) les moyens humains et techniques que le candidat possède dans le domaine de la réalisation de réseaux Wi-Fi indoor/outdoor;
- b) les moyens humains et techniques que le candidat possède dans le domaine des installations de câblage structuré (cuivre et fibres optiques);
- c) les moyens humains et techniques que le candidat possède dans le domaine de la réalisation de réseaux Ethernet avec VLANs;
- d) les moyens humains et techniques que le candidat possède dans le domaine des installations et configurations d'architectures informatiques sécurisées multisites;
- e) les certifications, partenariat et/ou accords particuliers qu'ils possèdent vis-à-vis de certains matériels et/ou constructeurs de matériel qui pourraient apporter un avantage technologique, financier ou autre à la réalisation de ce marché.

Article 5 : les critères d'attribution du marché sont établis comme suit :

- Prix : 50 points.

Le prix considéré pour la comparaison est le prix total des offres avec un niveau de SLA commun à l'ensemble des sites et services.

La règle applicable pour donner une pondération aux différents montants remis par les soumissionnaires est la suivante : pondération du critère prix x (montant de l'offre la moins-disante)/(montant de l'offre)

- Rentrées financières : 5 points : clé de répartition des rentrées financières liées à l'exploitation du réseau (publicité, accord de roaming Wi-Fi ou de délestage du trafic data par des opérateurs de téléphonie mobile,...) entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur (exprimé en pourcentage des rentrées financières).
- Qualités et performances techniques de la solution et des prestations : 45 points.

Ce critère sera évalué et une cote sera attribuée à chacune des offres, sur base des éléments suivants :

- performances des liaisons (intranet et internet) et évolutivité du système en termes de capacité et de services (amélioration des performances à coût égal) : 15 points.
- délais d'installation et de mise en service des sites, nombre de sites pouvant être menés simultanément : 10 points.
- portail d'accueil (qualités techniques, graphiques et ergonomiques) : 5 points.
- rapidité d'intervention en cas de problème technique (délai maximum de prise en charge et délai maximum de réparation) et niveau de pénalités proposé pour non-respect du SLA : 5 points.
- fonctionnalités supportées par le matériel réseau (points d'accès, commutateurs, passerelles VPN/pare-feu, système de contrôle WLAN) : 4 points.
- encombrement et esthétique des équipements et protection contre le vol : 4 points.
- respect de l'environnement (consommation électrique) : 2 points.

Article 6 : les crédits permettant de supporter cette dépense seront inscrits au budget extraordinaire 2016 par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article 104/742-53, à concurrence de 300.000,00€ (montant du subside octroyé). Des crédits complémentaires seront, le cas échéant, prévus en temps opportun afin de lever les tranches conditionnelles spécifiées ci-avant.

23. Fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 24 mars 2015, réceptionnée en date du 25 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 21 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est

APPROUVEE aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	159.821,54€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	8.946,90€
Recettes extraordinaires totales	176.369,78€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	79.955,28€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	17.664,62€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	160.822,90€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	97.137,75€
Recettes totales	336.191,32€
Dépenses totales	275.625,27€
Résultat comptable	60.566,05€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

24. Fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 5 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 15 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 24 mars 2016, réceptionnée en date du 25 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le calcul de la remise au trésorier, inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 du chapitre II des dépenses, soit 345,00€, est erroné, que ce montant correspond au résultat du calcul suivant (recettes ordinaires du compte 2015 (37.180,60€) - subside communal à l'ordinaire (30.703,73€) x 5% = 323,84€;

Considérant qu'il y a donc lieu de l'adapter;

Considérant que la correction amène le résultat du compte 2015 à 6.305,04€ au lieu de 6.283,88€;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2015 de la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 5 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
41 (dépenses)	Remise au trésorier	345,00€	323,84€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	37.180,60€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	30.703,73€
Recettes extraordinaires totales	10.026,08€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	9.319,48€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.858,09€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	34.927,39€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	116,16€
Recettes totales	47.206,68€
Dépenses totales	40.901,64€
Résultat comptable	6.305,04€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

25. Fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 17 mars 2015 réceptionnée en date du 18 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 3 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	8.755,96€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	5.031,59€
Recettes extraordinaires totales	113.092,45€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	3.031,97€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.026,85€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	6.776,41€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	110.100,00€
Recettes totales	121.848,41€
Dépenses totales	117.903,26€
Résultat comptable	3.945,15€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

26. Fabrique d'église Saint-Amand à Ere. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
 Vu la délibération du 14 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son compte pour l'exercice 2015;
 Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
 Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 24 mars 2015, réceptionnée en date du 25 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;
 Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;
 Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Ere au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 14 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	21.466,01€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	10.774,68€
Recettes extraordinaires totales	4.187,80€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	4.187,80€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.804,12€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	20.443,42€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	25.653,81€
Dépenses totales	22.247,54€
Résultat comptable	3.406,27€

Article 2 : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Ere
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

27. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 23 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 1er avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 avril 2016 réceptionnée le 15 avril 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 01 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 23 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	25.199,94€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	23.271,59€
Recettes extraordinaires totales	38.663,96€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	3.952,48€

Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.537,16€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.005,22€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	34.711,48€
Recettes totales	63.863,90€
Dépenses totales	60.253,86€
Résultat comptable	3.610,04€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

28. Fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 1er avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 avril 2016 réceptionnée le 15 avril 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant la remarque de l'organe représentatif agréé : "Nous vous prions d'envoyer à l'évêché copie de la facture d'achat feuillets liturgiques du 29 décembre 2015 d'un montant de 285,00€";

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 01 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 18 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	11.299,05€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	10.348,01€
Recettes extraordinaires totales	6.854,36€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	6.854,36€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.997,49€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	9.128,81€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	18.153,41€
Dépenses totales	12.126,30€
Résultat comptable	6.027,11€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la demande de l'organe représentatif agréé : "Nous vous prions d'envoyer à l'évêché copie de la facture d'achat des feuillets liturgiques du 29 décembre 2015 et d'un montant de 285,00€".

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

29. Finances communales. Dotation 2016 à la zone de secours de Wallonie picarde. Arrêté du gouverneur de province. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'à défaut d'accord entre les différents conseils communaux quant à la fixation de leur dotation à la zone de secours, et ce avant le 1er novembre de l'année précédant l'année pour laquelle la dotation est prévue, le gouverneur de province détermine la contribution financière de chaque commune constituant la zone de secours;

Considérant que la dotation 2016 a ainsi été fixée à 4.881.636,59€ par arrêté du gouverneur;

Considérant que le budget 2016 de la zone de secours, réformé par la tutelle, ne mentionne plus qu'une dotation unique de 4.881.636,59€ incluant la dotation provinciale de 377.679,39€;

Vu le budget de la zone de secours de Wallonie picarde établi en équilibre au service ordinaire de l'exercice 2016 au montant de 23.461.261,11€ (contre 21.394.274,36€ en 2015);

Considérant qu'il appartient au conseil communal de marquer son accord sur le montant de cette dotation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur l'octroi d'une dotation à la zone de secours de Wallonie picarde d'un montant de 4.881.636,59€, pour l'exercice 2016, et ce conformément à l'arrêté du 15 décembre 2015 pris par Monsieur le Gouverneur de la province de Hainaut.

30. Finances communales. Provision pour menues dépenses à l'office du tourisme. Diminution du montant. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation,

Vu le règlement général portant sur la comptabilité communale,

Considérant qu'en séance du 28 février 2000, le conseil communal avait décidé d'allouer une provision de 60.000 BEF à l'office du tourisme pour le paiement au comptant des menues dépenses;

Considérant qu'en séance du 25 mars 2002, cette provision a été adaptée à l'euro et s'élevait à 1.500,00€ pour être portée, en séance du 22 septembre 2003, à 2.000,00€;

Considérant que vu la mise en place de terminaux de paiement à l'office du tourisme, cette provision peut être diminuée pour ne servir, comme avant d'ailleurs, qu'à couvrir les dépenses de séjour (hôtel, repas,...) lors de la participation de la Ville, via ses agents communaux, à des salons de promotion touristique et autres workshops;

Considérant dès lors, qu'il est proposé de ramener la provision à un montant de 1.000,00 € au lieu de 2.000,00 € car ce montant semble plus judicieux et approprié aux opérations et frais encourus et exposés par nos agents communaux lors de telles manifestations;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 01 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de réduire, à l'office du tourisme, la provision pour menues dépenses de 1.000,00 € et de la porter ainsi au montant de 1.000,00 € (au lieu de 2.000,00 €).

31. Centre public d'action sociale. Exercice 2015. Compte. Approbation.

Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE rentre en séance.

Le président d'assemblée invite Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, à s'exprimer sur ce point :

"Durant de nombreuses années, nous avons fait confiance aux responsables financiers du CPAS. En effet, ni les conseillers CPAS, ni les conseillers communaux ne sont réellement en mesure de pouvoir contrôler les comptes. Depuis la connaissance du détournement important au CPAS, rien ne nous rassure pour voter les comptes. Nous avons bien eu avec le nouveau directeur financier une explication plus longue, puisque la commission a duré 1 heure 30 plutôt que 10 minutes, mais tout cela reste très technique et nébuleux. Nous l'avons demandé à plusieurs reprises et nous le demandons à nouveau : il est nécessaire d'avoir un regard extérieur sur les comptes. Sans cela, nous ne pouvons voter les comptes. Voilà pourquoi nous nous abstiendrons."

Le **président** d'assemblée, lui répond comme suit :

"Pour l'information des conseillers communaux et des conseillers de l'action sociale, des formations sont proposées en début de législature.

Il est toujours possible d'en bénéficier à d'autres moments. L'Union des villes et communes, par exemple, organise des formations spécifiques à la comptabilité publique, aux budgets et comptes communaux et du CPAS.

Les autres questions de procédure - je parle ici des contrôles comptables - sont régies par la loi organique selon des règles bien précises qu'il y a lieu d'appliquer et de respecter. En ce sens, je rejoins ce qui a été dit par la conseillère communale Coralie LADAVID. Etant donné la complexité de la matière, avoir des outils de formation est utile. Je ne sais pas si dans cette salle, des conseillers communaux ou du CPAS ont été informés depuis le début de la mandature de cette possibilité, s'ils ont suivi cette formation. Si vous ne l'avez pas fait, je pense qu'il y a de très bonnes raisons de vous inviter à le faire à l'avenir."

Avant de passer à l'examen des points suivants, le **président** d'assemblée salue la présence du directeur général et du directeur financier du centre public d'action sociale (CPAS).

Par 25 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Madame Rita DESENCLOS-LECLERCQ ne participe pas au vote, en vertu des dispositions de l'article L1122-19 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'intervention communale au budget ordinaire de cet exercice était de 9.455.524,00€;

Considérant que le résultat budgétaire ordinaire se solde par un déficit de 234.721,00€;

Considérant que le résultat budgétaire extraordinaire se solde par un déficit de 2.820.896,74€;

Considérant que le résultat comptable de l'exercice présente à l'ordinaire un excédent de 888.932,76€;

Considérant que le résultat comptable de l'exercice présente à l'extraordinaire un déficit de 5.131,93€;

Considérant que les aspects de la comptabilité générale figurent dans les dossiers annexes relatifs aux opérations de clôture, ainsi que dans le bilan arrêté au 31 décembre 2015;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 25 voix pour et 3 abstentions;

APPROUVE :

aux chiffres ci-après le compte de l'exercice 2015 du centre public d'action sociale, ainsi que le bilan et les opérations de clôture :

Résultat budgétaire de l'exercice :	ordinaire	extraordinaire
Droits constatés nets	53.520.556,61€	6.205.333,27€
Engagements totaux	53.755.277,51€	9.026.230,01€
Déficits	-234.721,00€	-2.820.896,74€
Résultat comptable de l'exercice :		
Droits constatés nets	53.520.556,51€	6.205.333,27€
Imputations	52.631.623,75€	6.210.465,20€
Excédent/Déficit	888.932,76€	-5.131,93€
Engagements à reporter à l'exercice suivant :		
Engagements totaux de l'exercice	53.755.277,51€	9.026.230,01€
Montant des imputations comptables	52.631.623,75€	6.210.465,20€
Engagements à reporter	1.123.653,76€	2.815.764,81€

Bilan	ACTIF	PASSIF
	81.354.785,49 €	81.354.785,49 €

Compte de résultats	CHARGES (C)	PRODUITS (P)	RESULTAT (P-C)
----------------------------	--------------------	---------------------	------------------------

Résultat courant	47.908.861,49 €	48.124.700,07€	215.838,58 €
Résultat d'exploitation (1)	50.996.800,84 €	49.808.888,64 €	-1.186.912,20 €
Résultat exceptionnel (2)	4.316.761,69 €	5.318.959,10 €	1.002.197,41 €
Résultat de l'exercice (1+2)	55.313.562,53 €	55.128.848,74 €	-184.714,79 €

PREND CONNAISSANCE :

du procès-verbal de la 3ème commission qui s'est réunie le 23 mai 2016, à 18 heures.

32. Centre public d'action sociale. Exercice 2016. Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 1. Approbation.

Le point est retiré, le conseil de l'action sociale ayant décidé de retirer la modification budgétaire n°1.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Le Conseil décide de reporter le point.

33. Finances communales. Exercice 2015. Compte. Arrêt.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, fait remarquer que le coût net de la consultation populaire a été inférieur à 50.000,00€.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant les comptes annuels de l'exercice 2015 de la Ville de Tournai qui se clôturent avec les résultats budgétaires suivants (en euros);

Considérant l'analyse des comptes annuels communaux de l'exercice 2015 :

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	110.267.375,49	106.204.670,65	4.062.704,84
Service extraordinaire	49.014.592,49	42.084.969,43	6.929.623,06

Pour rappel, ils présentaient les chiffres suivants pour le service ordinaire soit la somme de 9.561.288,31€ pour 2014 et en 2013, 6.708.350,61€.

Les crédits reportés s'élèvent à 4.346.230,85€ contre 3.057.072,97€ en 2014 (soit un écart de 1.289.157,88€ pour une hausse de 42% !). Cette situation est due entre autres et principalement aux reports sur 2016 des engagements pour faire face aux factures en éclairage public (586.680,33€), à la rétrocession de la dotation provinciale à la Zone de secours (377.679,39€), au versement/rétrocession du subside fédéral pour l'ex-contrat de sécurité (183.220,34€).

En 2008, le financement général des communes a connu une réforme en profondeur.

En effet, la Région wallonne a revu le décret COOLS de 1989, si bien que les dotations spécifiques et l'axe I du plan tonus communal, sont incorporés dorénavant dans la dotation communale principale. Le nouveau système de financement comprend aussi un mécanisme d'indexation du fonds (+ 1% par an).

Sous l'article 021/466-01, nous avons enregistré au Fonds des communes une recette de 18.993.772,44€ contre 19.227.391,03€ en 2014 et 18.358.251,77€ en 2013. Nous constatons une diminution par rapport à 2014 et aussi par rapport à la prévision budgétaire initiale de 19.449.219,88€ (soit - 455.447,44€).

Parmi les recettes de fonds, nous avons également reçu la mainmorte (157.977,00€) et une compensation due à la forfaitisation des réductions du précompte immobilier à savoir 403.462,39€ (légère diminution).

La fiscalité locale a engendré des recettes pour un montant enrôlé ou non de 12.726.513,31€ pour des estimations budgétaires de 12.097.800,00€. Un montant de 339.720,04€ a été passé en non-valeur au cours de l'exercice.

Les taxes additionnelles au nombre de 3 mais dont 2 sont versées par l'Etat fédéral s'élèvent globalement à 35.479.076,72€ (soit 82,18% des prévisions budgétaires contre 99,51% en 2014 et 95,77% en 2013). Les frais de perception (1%) se montent à 148.543,27€.

En 2015, le taux des additionnels au précompte immobilier est passé de 2700 à 2950 - il n'avait plus évolué depuis 1996 !

Les perceptions se présentent comme suit :

	Budget (en €)	Comptes (en €)	Taux de réalisation	€ / habitant*
Précompte immobilier	21.696.396,00	19.772.013,97	91,13%	283,62
I.P.P.	20.527.638,66	14.854.326,48	72,36 %	213,08
Autos	947.457,79	852.736,27	90,00 %	12,23
	43.171.492,45	35.479.076,72	82,18 %	508,93

(*) Nombre d'habitants au 1er janvier 2015 : 69.712

Grâce à la VIème réforme de l'Etat, les additionnels à la taxe automobile sont désormais perçus par la direction générale opérationnelle (DGO) VII du Service public wallon.

Est venue s'ajouter, dans le cadre du Plan MARSHALL, une dotation régionale compensant les exonérations du précompte immobilier d'un montant de 1.734.554,96€.

En vertu des dispositions réglementaires qui nous permettent d'enrôler les taxes communales de l'exercice 2015 jusqu'au 30 juin 2016 (soit un montant espéré de plus de 400.000,00€), nous obtenons finalement les rendements suivants :

Libellé de la taxe	Budget 2015	Compte 2015	Enrôlements au 15/05/2016
Enlèvement et traitement des immondices	2.950.000,00€	2.924.937,50€	31.936,00€
Force motrice	2.100.000,00€	1.865.385,08€	0,00€
Panneaux publicitaires	335.000,00€	429.974,25€	0,00€
Etablissements dangereux	48.000,00€	32.850,00€	7.050,00€

Banques	85.000,00€	91.540,00€	1.500,00€
Commerce de frites	23.300,00€	56.925,00€	0,00€
Commerces de nuit	25.000,00€	1 0.000,00€	0,00€
Pylônes de diffusion	0,00€	0,00€	0,00€
Débites de boissons	30.000,00€	20.450,00€	0,00€
Piscines	65.000,00€	120.500,00€	0,00€
Terrains à bâtir non bâtis	15.000,00€	24.794,79€	0,00€
Secondes résidences	68.000,00€	61.212,50€	0,00€
Immeubles inoccupés	155.000,00€	171.900,00€	56.160,00€
Ecrits publicitaires	670.000,00€	671.356,05€	0,00€
Prestations hygiène publique	1.560.000,00€	1.537.560,00€	9.950,00€
Spectacle cinématographique	175.000,00€	110.049,91€	37.471,49€
Dancings	45.000,00€	16.980,00€	18.120,00€

A noter que la recette de stationnement a rapporté 957.796,14€ (application de la TVA) pour une prévision de 750.000,00€. Elle est calculée sur base d'une nouvelle convention de concession pour une durée de 10 ans comportant un montant forfaitaire de 670.000,00€. Par contre, les droits d'emplacement pour les marchés locaux atteignent le chiffre de 105.930,30€ soit une diminution par rapport à 2014 et pour une recette budgétisée à 112.000,00€.

A noter aussi une belle augmentation des recettes en matière de délivrance de documents administratifs. Elles se chiffrent à 836.650,61€ (prévision budgétaire : 650.000,00€) et en matière de renseignements urbanistiques à 150.522,50€ (prévision : 140.000,00€).

Une nouvelle taxe a vu le jour et elle frappe les implantations commerciales. Recettes espérées: 200.000,00€ mais nous avons obtenu un enrôlement de 429.502,50€ et un rôle complémentaire de 163.737,00€ en 2016 et hors taxation d'office.

Pour l'exercice, les recettes reprises sous le code 040 représentent donc 49.945.553,30€ soit 45,29% des recettes totales [mais 51,70% des recettes de l'exercice propre donc une forte diminution par rapport à 2014 due principalement à une mauvaise perception (retard dans l'enrôlement) des additionnels à l'IPP].

Les recettes de dettes (produits financiers bruts et dividendes) s'élèvent à 6.351.501,69€ et représentent donc 6,57% des recettes de l'exercice propre contre 3,16% en 2014 car nous avons perçu un dividende exceptionnel de liquidation du centre hospitalier régional de Tournai (C.H.R.T.) pour couvrir le déficit d'exploitation du Centre Hospitalier de l'exercice 2006 (4.047.582,65€) qui fut prélevé le 25 février 2015 (opération reportée de fin 2014).

Rappelons qu'en date du 12 décembre 2011, Dexia Banque a été nationalisée et est devenue la BELFIUS Banque sa et qu'en conséquence nous ne recevons plus de dividende et encore moins de la Caisse d'Epargne cédée en novembre 2012 à la banque crédit professionnel du Hainaut (C.P.H) scrl. Plus aucune ristourne commerciale de la Société wallonne des eaux (S.W.D.E.) n'est versée dans le cadre de la reprise de la Régie communale des eaux.

Le dividende issu du secteur participation de l'agence intercommunale de développement (IDETA) s'élève à 1.484.345,82€.

La récupération des charges des emprunts-tiers auprès des Fabriques d'église s'élève à 26.017,30€. A noter aussi que l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) ne versera plus de dividende mais a créé un fonds de droits de tirage en compensation et ce, dans le cadre de la taxation des intercommunales.

Dans le cadre de la liquidation du C.H.R.T., un nouveau dividende fut versé par le liquidateur pour un montant de 685.000,00€ - montant mis en réserve comme sollicité par le centre régional d'aide aux communes (CRAC).

*Les **dépenses** du service ordinaire se présentent comme suit à l'exercice propre :*

	Budget	%	Comptes	Taux de réalisation
Personnel	43.629.980,00€	42,19%	41.716.651,28€	95,61%
Fonctionnement	13.282.780,39€	12,05%	11.917.934,47€	89,72%
Transfert	34.706.147,54€	35,11%	34.708.945,14€	100,01%
Dettes	11.100.781,00€	10,65%	10.528.244,90€	94,84%
TOTAL	102.719.688,93€	100,00%	98.871.685.79€	96,25%

Relevons un prélèvement à l'ordinaire de 1.500.000,00€ pour alimenter le fonds de réserve extraordinaire (article 060/955-01).

Une reprise de provisions (article 104/998-02) pour 400.000,00€ a été effectuée. Elle correspond aux traitements de l'ex-personnel de notre ancienne Caisse d'Epargne. De même, une dotation aux provisions (article 104/958-01) d'un montant de 2.000.000,00€ a été comptabilisée également. Elle reprend un montant pour le centre public d'action sociale (CPAS) (300.000,00€), la dotation provenant des dividendes cumulés de liquidation du CHRT (700.000,00€) et une provision "pensions Ville et CPAS " (1.000.000,00€).

En date du 25 octobre 2015 s'est tenue une consultation populaire sur le Pont des Trous et il en a coûté en frais direct une somme de 48.946,18€ pour une prévision en crédit de 122.900,00€ sous l'article 1043/123-48.

La dotation à la zone de police s'est élevée à 10.909.417,62€ et pour le Centre public d'action sociale, un montant de 9.555.524,00€ a été versé.

A la suite de la création au 1er janvier 2015 de la Zone de secours de Wallonie picarde, une nouvelle dotation communale est apparue par décision du Gouverneur du Hainaut. Elle fut fixée au montant de 4.079.000,22€ (un complément de 126.454,00€ sera prévu dans la première modification budgétaire de 2016). Nous avons dû aussi prévoir la rétrocession de la dotation provinciale pour un montant de 377.679,39€.

Tous les biens immobilisés ainsi que les emprunts et les subsides y relatifs et relevant des fonctions 351 et 352 ont été transférés à la Zone de secours sauf les biens immobiliers (la caserne de la Drève de Maire et le bâtiment dit HERBOSCH loués à la Zone).

Quant à IPALLE, les cotisations versées pour l'incinération s'élèvent à 1.060.899,98€ et pour les parcs à conteneurs à 1.104.202,02€ soit un total de 2.165.102,00€.

Rappelons qu'au niveau des traitements, aucune indexation n'a été appliquée au cours de l'exercice 2015 ni depuis le 1er janvier 2013 d'ailleurs !

Une nouvelle inscription budgétaire est devenue nécessaire en matière de dépenses de personnel à savoir que nous devons comptabiliser tant en recettes qu'en dépenses pour le personnel contractuel subventionné, la charge de réduction de cotisations patronales qui s'établit à 3.005.812,01€.

Les diverses Fabriques d'église ont perçu 858.495,98€ en plusieurs tranches et corollairement, la Maison de la laïcité recevait 26.000,00€.

Des subsides ont été distribués à toute une série d'associations de fait ou non, sportives, culturelles, d'aide sociale,... pour un montant de 783.719,00€ (soit 95,41% d'engagement) qui se répartit pour 505.219,00€ sous le code économique 332-02 et 278.500,00€ sous le code 332-03.

Vu les problèmes de trésorerie rencontrés dans le courant du second semestre de l'année, il a été demandé auprès de BELFIUS un seul crédit à terme fixe hebdomadaire (du 5 au 12 octobre 2015) dont le coût en intérêts débiteurs s'élève à 272,22€ (contre 14.421,92€ en 2014 et 4.209,66€ en 2013) et nous avons pu bénéficier en réserve d'une mise à disposition d'une avance de trésorerie de 24,625 millions. Nous avons encore pu bénéficier des taux très bas.

Des non-valeurs ont été émises pour annuler des droits constatés non perçus d'exercices antérieurs pour un montant de 129.830,66€ (principalement pour les deux taxes couvrant les prestations d'hygiène publique) soit un montant presque identique à 2014.

Le compte budgétaire du service extraordinaire se présente comme suit :

* au niveau des recettes (exercice propre) :

- recettes de transferts (subsides et dédommagements) 3.707.455,76€

- recettes d'investissements (réalisation du patrimoine) 200.628,08€

- recettes de dettes (emprunts) 8.649.314,91€

12.557.398,75€

Des prélèvements sur le fonds de réserve extraordinaire ont été constatés pour un montant de 2.249.890,77€.

Du patrimoine a été réalisé pour un montant de 200.628,08€ à savoir la vente de terres agricoles (au CPAS pour 1.845,00€), de terrains à bâtir non bâtis (VLASIMMO à FROYENNES pour 19.969,08€), divers terrains (IPALLE - collecteur à GAURAIN-RAMECROIX pour 7.300,00€), de bâtiment administratif (ex-maison communale de FROYENNES pour 120.000,00€) et divers bâtiments (ruines chemin Four l'Estienne pour 49.000,00€) sans oublier la cession de mitoyenneté à l'école de la Justice (2.514,00€).

Divers dédommagements ont été perçus pour les montants suivants :

- 100.000,00€ de MECCO-GOSSENT sa (voirie à FROYENNES)

- 150.000,00€ de KRINKELS sa (place Saint-Pierre)

- 3.000,00€ de LESUCO sa/Caisse de Dépôts et Consignation (Piste RUSTA)

- 13.114,27€ de GALERE sa (travaux d'aménagement dans le cadre du Plan CONVERGENCE - Coeur de ville)

La Ville de Tournai a emprunté auprès de BELFIUS Banque sa et au cours de l'exercice 2015, un montant de 9.186.583,70€ qui se répartit comme suit pour l'exercice propre, un montant de 8.114.350,00€ (code 710) et de 224.960,00€ (code 710) pour les exercices antérieurs auquel s'ajoutent des emprunts-Etat pour un montant de 312.308,79€ et sans oublier un nouvel emprunt CRAC de 534.964,91€.

* au niveau des dépenses (exercice propre) :

- dépenses de transferts 601.366,71€

- dépenses d'investissements 14.187.015,44€

- dépenses de dettes 261.401,73€

15.049.783,88€

Un prélèvement de 534.964,91€ a été opéré dans le cadre du contentieux relatif au précompte immobilier réclamé par BELGACOM (emprunt CRAC n° 4384) dont les intérêts uniquement sont pris en charge par la Région wallonne).

Au niveau des exercices antérieurs, des crédits ont été transférés pour un montant de 23.127.426,75€ et des crédits complémentaires ont été sollicités pour un montant de 1.906.191,37€. Les engagements se sont élevés à 23.646.240,48€ mais les imputations à 14.066.098,08€ soit un transfert de crédits pour 9.580.142,40€ (crédits sans emploi : 1.387.377,64€).

Globalement, des crédits pour un montant de 17.755.938,72€ sont reportés sur l'exercice 2016.

Rappelons, pour les dépenses de dettes, l'avance de trésorerie sous forme de prêt remboursable accordée pour un montant de 150.000,00€ à l'intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM) qui est complètement remboursée. Une prise de participations dans IPALLE pour 261.339,69€ [via la société publique de gestion de l'eau (SPGE) pour le financement des travaux d'égouttage] a été souscrite.

En matière de dépenses de transferts (montant de 601.366,71€), les mises en non-valeur de subsides en capital non perçus sont comptabilisées pour un montant de 426.604,02€ et sous le code économique 701-51 pour un montant de 31.026,13€.

La Ville de Tournai a octroyé plusieurs subsides en capital à savoir :

- au Relais social urbain (7.708,42€)
- à un couple de particuliers pour la restauration d'un immeuble classé au quai Notre-Dame (2.410,00€)
- à diverses fabriques d'église [Eglise protestante (5.000,00€), Saint-Vaast à GAURAIN-RAMECROIX (3.000,00€ + 6.985,00€), Saint-Brice à TOURNAI (14.000,00€), VEZON (6.500,00€), Saint-Etienne à TEMPLEUVE (16.000,00€), Saint-Elleuthère à BLANDAIN (4.723,00€), MARQUAIN (60.000,00€), Saint-Thomas à MAULDE (15.000,00€), Saint-Géry à WILLEMEAU (2.410,14€) pour un montant total de 133.618,14€.

Au niveau des dépenses d'investissements, les engagements les plus conséquents des 14.187.015,44€ sont :

- Acquisition du bâtiment dit Hôtel des Anciens Prêtres au CPAS de TOURNAI (avec subside régional) : 2.100.000,00€
- Travaux de voiries et autres 1.675.991,00€
- Ecoles communales (programme UREBA et maintenance) 733.397,12€
- Administration générale (acquisition de matériel informatique) 709.268,90€
- Projet " Wallonie cyclable " aménagements 687.627,84€
- Reconstruction du Moulin de THIMOUGIES 542.400,00€
- Cœur de ville (voirie et aménagements) 1.772.889,24€
- Revitalisation de la rive droite 1.711.400,00€
- Quartier de Bongnie (aménagements et maintenance) 711.300,00€
- Aménagement de bâtiments communaux 572.537,68€

De la comptabilité générale, nous obtenons le compte de résultats suivant pour un total de:

- recettes d'exploitation : 115.532.784,16€
- charges d'exploitation : 116.922.165,21€
- d'où se dégagent : . un résultat courant de (mali) : - 1.869.928,92€
- . un résultat d'exploitation de (mali) : - 455.548,69€
- . un résultat exceptionnel (mali) : - 933.832,36€
- . un résultat de l'exercice : 1.389.381,05€

Contrairement à l'exercice 2014, le compte présente donc un mali courant et un résultat exceptionnel négatif - résultats très influencés par les retards d'enrôlement et en conséquence, des faibles versements des additionnels en I.P.P..

Schématiquement, nous pouvons présenter le compte de résultats sous les classes principales 6 et 7 (en €) comme suit :

Classe 60 3.102.369,24 Classe 70 48.360.953,06
Classe 61 8.103.427,97 Classe 71 5.364.326,18
Classe 62 42.527.981,57 Classe 72/73 34.045.964,32
Classe 63 33.797.154,09
Classe 64 7.323.707,72 Classe 74 21.900,75
Classe 65 3.207.394,96 Classe 75 8.398.962,32
Classe 66 12.751.808,84 Classe 76 14.166.189,07
Classe 67 1.754.340,66 Classe 77 3.251.635,50
Classe 68 4.353.980,16 Classe 78 1.922.852,96

Total 116.922.165,21 Total 115.532.784,16

Classe 79 1.389.381,05 € (Mali de l'exercice)

Le bilan présente une masse tant au passif qu'à l'actif de 527.761.238,91€.

La dette communale présente un solde restant dû de 99.415.982,14€ qui se décompose comme suit :

Emprunts	Montant	€/habitant*
Emprunts communaux (710)	80.286.629,55€ + TEC 24.269,95€	1.152,04€
Emprunts Etat (714)	486.310,48€	6,98€
Emprunts tiers (721)	198.427,42€	2,85€
Emprunts CRAC (715)	18.420.344,71€	264,25€

(*) Population au 1er janvier 2015 : 69.712 habitants

Rappelons qu'en 2007, la Région wallonne a repris les dettes comprenant tous les emprunts C.R.A.C c'est-à-dire les emprunts d'aide extraordinaire (Axe II, pensions communales, déficit hospitalier - code 715) sauf celui contracté pour financer la construction du nouveau commissariat (n° 3827 – code 710).

Les charges de ces emprunts sont toujours comptabilisées mais sans impact budgétaire.

L'intervention du Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) dans un emprunt n'est plus réclamée et une écriture comptable correspondant à l'intervention communale dans les prêts et leurs charges financières est inscrite suivant la circulaire de la Région wallonne du 6 novembre 2008.

Reste toutefois à notre charge l'emprunt contracté pour l'augmentation du capital du Holding communal à hauteur de 2.893.168,64€ en 10 ans auprès du CRAC (N° 4131 - code 710 - échéance 2019).

Sous les articles 0008/211-05 et 0008/911-05, nous retrouvons un montant de 349.798,43€ à titre de charges d'emprunts.

Un nouvel emprunt CRAC (n° 4384) a été contracté pour faire face au remboursement du précompte immobilier dans d'une réclamation introduite par BELGACOM pour un montant de 534.964,91€.

Un premier prélèvement a été effectué pour cet emprunt fin 2015 pour un montant de 40.122,36€ (les intérêts sont pris en charge par la Région wallonne).

La valeur comptable de la dette communale (solde restant dû) a donc évolué comme suit au cours de ces dernières années :

2006 : 96.610.317,37€
2007 : 94.885.105,47€
2008 : 95.837.469,85€
2009 : 97.712.448,69€
2010 : 102.171.055,50€
2011 : 110.598.025,72€
2012 : 102.860.799,26€
2013 : 100.930.206,53€
2014 : 98.358.357,83€
2015 : 99.415.982,14€

Grâce au remboursement anticipé en 2012 de certains emprunts CRAC [n° 3601, 3937, 3944, 4013 (partie)] via le goodwill de la reprise de la caisse d'épargne locale, la Ville a obtenu de la Région wallonne une ristourne de 1.096.668,96€ inscrite, au service ordinaire, sous les articles 00020/464-01 (179.780,52€) et 00071/464-01 (916.888,44€).

Les actifs immobilisés corporels [donc hors incorporel (études)] passent de 419.885.619,14€ à 429.805.766,23€.

Les immobilisations en cours d'exécution (classe 24) sont passées de 17.277.342,95€ à 18.040.212,84€

Les créances à un an au plus se chiffrent à 33.442.720,00€ contre 32.241.053,09€ en 2014.

La classe 5 reprenant tous les comptes financiers présente un solde de 19.066.608,55€. La trésorerie s'est redressée et nous n'avons pas connu de tension particulière sinon avoir conclu un seul crédit à terme fixe en octobre. De plus vu la mauvaise perception des additionnels à l'.I.P.P., l'Etat fédéral nous a gratifiés d'une avance de trésorerie de 5.722.368,55€ versée le 18 décembre 2015 mais à rembourser via les versements d'avril et de mai 2016.

De plus, le CPAS a procédé à un remboursement partiel de 3.000.000,00€ de l'avance de trésorerie consentie par la Ville de Tournai (de par l'application d'une convention) pour un montant de 7.000.000,00€.

Les dettes à un an au plus connaissent une baisse et passent de 16.378.332,08€ à 15.043.576,03€.

Schématiquement, nous obtenons le bilan suivant :

ACTIF PASSIF

Classe 2 474.606.092,46€ Classe 1 501.676.323,11€
Classe 4 33.442.720,00€ Classe 4 15.043.576,03€
Classe 5 19.066.608,55€ Classe 48/49 11.041.339,77€
Classe 48/49 645.817,90€

Total : 527.761.238,91€ Total : 527.761.238,91€

Nous vous invitons à arrêter provisoirement les comptes annuels 2015 aux chiffres présentés et de les soumettre pour approbation aux autorités de tutelle régionale sachant que les comptes communaux ont été examinés par le comité de direction en date du 17 mai 2016.

N.B. Une nouvelle obligation est venue s'ajouter au travers du décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer le dialogue social. De même, le compte doit être transmis pour le 15 juin au plus tard à la cellule e-Comptes de la Région wallonne pour les statistiques d'EUROSTAT dans le cadre du pacte européen de stabilité des finances publiques;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE:

aux chiffres présentés les comptes annuels de l'exercice 2015 de la Ville de Tournai (comptes budgétaires, bilan, compte de résultats et la synthèse analytique) (en euros) :

Compte budgétaire

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	110.267.375,49	106.204.670,65	4.062.704,84
Service extraordinaire	49.014.592,49	42.084.969,43	6.929.623,06
	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	110.267.375,49	101.858.439,80	8.408.935,69
Service extraordinaire	49.014.592,49	24.329.030,71	24.685.561,78

Compte de résultats

	Produits	Charges	Boni/mali
Résultat d'exploitation	110.358.295,70	110.813.844,39	- 455.548,69
Résultat exceptionnel	5.174.488,46	6.108.320,82	- 933.832,36
Résultat de l'exercice	115.532.784,16	116.922.165,21	-1.389.381,05

* Total **actif/passif** 527.761.238,91€

* **Résultats** globalisés 65.333.914,80€

* **Réserves** 8.446.390,24€.

34. Finances communales. Exercice 2016. Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1. Arrêt.

Madame l'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, intervient d'emblée comme suit :

"Tout d'abord, je voudrais rappeler à cette assemblée que le budget 2016 de la Ville de Tournai, présenté en boni fin octobre, a été réformé par l'organe de tutelle régionale. Le point a été largement commenté en mars dernier.

Je partage en grande partie ses remarques puisque le SPF Finances a réestimé nos recettes IPP en les diminuant de 5,7 millions d'euros pour 2015, en les augmentant de 3,9 millions d'euros pour 2016. Ceci induit, à ce stade, une perte non négligeable pour Tournai.

Aujourd'hui, le budget communal est en boni à l'exercice propre de 2.590.490,00€. Au global, nous présentons un boni de 5.517.514,00€.

La modification budgétaire, qui vous est présentée, quand bien même reste-t-elle technique, soulève quelques commentaires et recommande la prudence la plus totale.

Cette modification budgétaire est le reflet de ce que les communes, et pas seulement Tournai, doivent assumer de décisions prises par d'autres niveaux de pouvoirs ou d'autres instances.

Voici donc les variables les plus marquantes :

Le tax shift est intégré : 71.000,00€ en moins en additionnels pour 2016. Pour Tournai, cela représente 10% de pertes de recettes IPP d'ici fin 2021, soit 2 millions d'euros.

La redevance kilométrique est une autre mesure palpable dans les finances communales. Avec 6 camions de + de 12 T et 17 camions de – de 12 T. La taxe est estimée, pour cette année, à 56.210,00€ hors TVA. Ces chiffres étant approximatifs, il conviendra de suivre ce point lors de la prochaine modification budgétaire.

Cette modification, c'est aussi des compléments à la zone de secours de Wallonie picarde :

126.000,00€ en exercices antérieurs et 424.000,00€ (part communale) pour cette année.

C'est également un moindre rendement pour ce qui concerne les taxes carrières et cinéma, 137.000,00€. C'est également la perte des dividendes IPALLE, 99.000,00€.

Le total de ce que je viens de vous dire représente, en cours d'exercice, pratiquement 800.000,00€ qui n'ont pas été décidés ici mais ailleurs. En revanche il appartient aux Tournaisiens de régler la facture via une diminution de nos frais de fonctionnement de l'ordre de 340.000,00€. Enfin, à la demande du CRAC, une provision pour risques et charges d'1,5 million d'euros est constituée pour couvrir les déficits cumulés de la régie communale autonome.

A part ça, tout va bien !

Diminution des charges patronales de l'ordre de 336.000,00€, diminution de nos charges d'emprunt de 185.000,00€.

Si 2016 paraissait plus sereine, force est de constater que le contexte financier reste extrêmement tendu, notamment en raison d'incertitudes.

Je ne vous ai pas encore parlé des difficultés liées à l'augmentation des bénéficiaires du RIS qui impacteront le CPAS et donc la Ville. Mais me sentant solidaire des problèmes rencontrés par notre CPAS, je voulais l'évoquer.

Le financement des pensions des agents statutaires doit nous préoccuper également. A ce jour, la charge est croissante, mais le financement ne suit pas la même croissance.

La volatilité du fonds des communes liée au contexte socio-économique défavorable.

Enfin, j'espère que les aides à l'emploi pourront être maintenues au moins à leur niveau actuel.

Je terminerai mon exposé par nos investissements.

La Ville de Tournai doit, bien malgré elle, respecter une balise d'investissements. C'est une conséquence de la rigidité des règles européennes de contrôle du déficit et de l'endettement des Etats membres.

A Tournai, nous sommes conscients que les investissements sont un puissant levier économique: ces investissements permettent de construire et rénover logements, voiries, crèches, infrastructures sportives et culturelles, écoles,...

Depuis 3 ans et demi, nous sommes, chaque fois que c'était possible, allés chercher les moyens là où ils étaient. Dois-je rappeler que c'est plus de 130 millions d'euros qui seront investis d'ici à 2022 ?

Malgré ce contexte difficile, notre volonté reste intacte. Tournai doit absolument se moderniser si nous voulons la maintenir dans le cercle des villes qui comptent en Wallonie.

Ce qu'il faut retenir de cette modification budgétaire, au-delà d'un contexte exogène compliqué et difficile, ce sont les premières inscriptions de la programmation européenne.

Alors oui, nous devons faire plus avec moins. Oui, ce n'est pas simple. Mais nous avons une politique d'investissement dynamique et d'ici quelques mois, plusieurs chantiers importants émergeront."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, est ensuite invitée à s'exprimer :

"Questions : les honoraires pour l'académie : une tranche de 100.000,00€ et une autre de 280.000,00€. Pour quels travaux ? Et pour le musée d'histoire naturelle : honoraires de 60.000,00€ ? Le déficit cumulé de la régie du stade s'élève à ce jour à 1,5 million d'euros malgré le subside de fonctionnement annuel de plus de 500.000,00€ ?

Nous remarquons une baisse sensible du résultat budgétaire en 2015 par rapport aux exercices précédents.

Nous nous abstiendrons en cohérence avec le vote du budget."

L'Echevine des finances, **Laetitia LIENARD**, précise qu'il s'agit des honoraires d'auteur de projet pour le musée des Beaux-Arts. Par ailleurs, la provision de 1,5 million d'euros constituée par la régie communale autonome est établie à la demande du centre régional d'aide aux communes (CRAC), en vue de faire face au litige relatif à la TVA, pour lequel une décision devrait intervenir à la fin de cette année.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, demande, par ailleurs, des informations concernant l'évolution de la dotation à la régie pour les 6 dernières années ainsi que l'évolution du remboursement de l'emprunt du stade pour la même période.

Par 26 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient d'adapter certains crédits du budget ordinaire [dividendes du centre hospitalier régional de Tournai (C.H.R.T.), dotations 2015 et 2016 à la zone de secours,...] et du budget extraordinaire (divers avenants, dépassement de quantités présumées, travaux urgents...);

Considérant le vote en même séance du compte communal 2015;

Considérant l'article 10 du règlement général de la comptabilité communale qui stipule : "Aussitôt que le compte budgétaire de l'exercice antérieur est arrêté par le conseil communal, l'excédent ou le déficit estimé, qui a été porté au budget, est remplacé par celui résultant du compte ainsi arrêté, par voie de modification budgétaire.";

Considérant que le compte 2015 et la modification budgétaire n° 1 / 2016 ont été examinés par le comité de direction en date du 16 mai 2016;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le rapport favorable de la commission visée à l'article 12 du règlement général de la comptabilité communale;

Attendu que le collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu qu'il veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication de la présente modification budgétaire, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission de la présente modification budgétaire aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant cette modification budgétaire;

Vu l'avis positif du directeur financier rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 26 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE

d'approuver, comme suit, la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	104.920.123,40 €	21.810.055,54 €
Dépenses exercice proprement dit	102.329.632,43 €	26.758.703,04 €
Boni/mali exercice proprement dit	+2.590.490,97 €	- 4.948.647,50 €
Recettes exercices antérieurs	4.062.704,84 €	8.418.853,62 €
Dépenses exercices antérieurs	1.135.719,19 €	1.784.182,45 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	5.243.599,39 €
Prélèvements en dépenses	0,00 €	116.946,30 €
Recettes globales	108.982.828,24 €	35.472.508,55 €
Dépenses globales	103.465.351,62 €	28.659.831,79 €
Boni	5.517.476,62 €	6.812.676,76 €

35. Finances communales. Régie foncière. Exercice 2004. Compte annuel. Arrêt.

D'emblée, Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient comme suit :

"En ce qui concerne la modification budgétaire, je ne comprends pas pourquoi, pour financer les honoraires de la réhabilitation des 7 Fontaines, on va prélever sur les dividendes du secteur participation d'IDETA."

Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** lui donne des explications à ce propos.

Comme le confirme le président d'assemblée, le **directeur général** précise qu'il y a eu une compensation de fait par l'agence intercommunale de développement (IDETA).

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, s'étonne : "On arrive avec les comptes 2004 et 2005 ?"

Le **président** d'assemblée explique que le directeur financier doit régulariser les comptes du passé, de manière formelle, en les soumettant à l'approbation du conseil communal.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu le courrier de Monsieur le Ministre, Paul FURLAN, relatif à la situation des comptes de la régie foncière;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 17 mai 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les comptes annuels de la régie foncière pour l'exercice 2004 se clôturent aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 323.925,53€

- dépenses d'exploitation : 212.165,06€

- résultat d'exploitation : 111.760,47€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de 164.899,17€;

Considérant le total actif/passif du bilan de la régie foncière s'établit à 11.110.854,70€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

aux chiffres établis :

1) le compte annuel de l'exercice 2004 de la régie foncière qui se clôture avec un bénéfice d'exploitation pour un montant de :

- recettes d'exploitation : 323.925,53€

- dépenses d'exploitation : 212.165,06€

- résultat d'exploitation : 111.760,47€;

2) l'état des recettes et dépenses à la somme de 164.899,17€ (encaisse au 1er janvier 2004 : 270.087,27€ et au 31 décembre 2004 : 434.986,14€);
3) le total du bilan actif/passif à 11.110.854,70€;

DECIDE

d'affecter le résultat de l'exercice 2004, d'un montant de 111.760,47€, de la manière suivante :

- dotation à la réserve légale : 5.588,02€
- dotation à la réserve disponible : 106.172,45€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

36. Finances communales. Régie foncière. Exercice 2005. Compte annuel. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu le courrier de Monsieur le Ministre, Paul FURLAN, relatif à la situation des comptes de la régie foncière;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 17 mai 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le compte annuel de la régie foncière pour l'exercice 2005 se clôture aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 470.503,34€
- dépenses d'exploitation : 245.612,53€
- résultat d'exploitation : 224.890,81€

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de -192.872,80€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie foncière s'établit à la somme de 11.178.974,17€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

ARRETE

aux chiffres établis :

1) le compte annuel de l'exercice 2005 de la régie foncière se clôturant avec un bénéfice d'exploitation de 224.890,81€, pour un montant de :

- recettes d'exploitation : 470.503,34€
- dépenses d'exploitation : 245.612,53€

- résultat d'exploitation : 224.890,81€;

2) l'état des recettes et dépenses à la somme de -192.872,80€ (encaisse au 1er janvier 2005 : 434.986,44€ et au 31 décembre 2005 : 242.113,64€);

3) le total du bilan actif/passif à 11.178.974,17€;

DECIDE

d'affecter le résultat de l'exercice 2005, d'un montant de 224.890,81€, de la manière suivante :

- dotation à la réserve légale : 11.244,54€
- dotation à la réserve disponible : 213.646,27€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

37. Finances communales. Régie foncière. Exercice 2016. Modification budgétaire. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la délibération du conseil communal du 26 octobre 2015 arrêtant le budget de la régie foncière pour l'exercice 2016;

Vu l'arrêté d'approbation par expiration du délai;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu le courrier de Monsieur le Ministre, Paul FURLAN, relatif à la situation des comptes de la régie foncière;

Vu la délibération du collège communal du 23 décembre 2011 relative à la désignation de la firme Association Momentanée Monument Hainaut - Monument VANDEKERCKHOVE comme adjudicataire du marché de travaux ayant pour objet la restauration des façades du conservatoire et de l'îlot des Primetiers, la mise en conformité du conservatoire et la mise en conformité de l'îlot des Primetiers en termes de détection incendie, normes et réglementations en vigueur pour le logement à Tournai;

Vu la décision du collège communal du 11 mars 2016 de passer un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement d'un adoucisseur d'eau à l'îlot des Sept Fontaines à Tournai;

Vu sa délibération de 22 avril 2016 relative à la passation d'un marché de services ayant pour objet l'étude de faisabilité, la rédaction du cahier spécial des charges, l'analyse des offres et le suivi des travaux à réaliser relatifs au remplacement du système sanitaire et de chauffage de l'îlot des Sept Fontaines;

Considérant le prélèvement sur les dividendes dans le secteur "Participations" de la Ville de Tournai par l'intercommunale IDETA pour financer des honoraires lors de la réhabilitation des Sept Fontaines;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de **modifier** le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2016 en fonction des travaux à effectuer à l'îlot des Primetiers (restauration des façades et mise en conformité, en termes de détection incendie et normes et réglementations en vigueur pour le logement) et à l'îlot des Sept Fontaines (remplacement adoucisseurs) et étude de faisabilité, des travaux divers pour les montants suivants :

DEPENSES RECETTES OU FINANCEMENT

Travaux de rénovation - îlot des Primetiers : 600.000,00€ Emprunts : 600.000,00€
Honoraires cabinet d'architecture : 30.000,00€ Fonds propres : 30.000,00€
Remplacement adoucisseurs îlot des Sept Fontaines : 7.500,00€ Fonds propres : 7.500,00€
Honoraires étude de faisabilité du remplacement du système sanitaire et de chauffage à l'îlot des Sept Fontaines : 30.000,00€ Fonds propres : 30.000,00€
Honoraires IDETA réhabilitation îlot des Sept Fontaines : 56.000,00€ Fonds propres : 56.000,00€
Travaux divers : 50.000,00€ Fonds propres : 50.000,00€
TOTAL DES DEPENSES : 773.500,00€ TOTAL DES RECETTES : Par emprunt : 600.000,00€
Par fonds propres : 173.500,00€
La modification budgétaire s'établit donc à un total de 1.014.360,00€ tant en recettes qu'en dépenses.
La présente délibération sera soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

**38. IMIO (Intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle).
Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 2 juin 2016. Ordres du jour.
Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à IMIO (Intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IMIO a été établie en séance du 10 novembre 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée qui se tiendra le jeudi 2 juin 2016, à 18 heures, à l'hôtel CHARLEROI AIRPORT, chaussée de Courcelles, 115 à 6041 Gosselies :

1. Présentation du rapport de gestion du conseil d'administration
2. Présentation du rapport du collège des contrôleurs aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes 2015
4. Décharge aux administrateurs
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes
6. Désignation d'un administrateur;

Considérant le point porté à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale précitée qui se tiendra le jeudi 2 juin 2016, à 19 heures 30, à l'hôtel CHARLEROI AIRPORT, chaussée de Courcelles, 115 à 6041 Gosselies :

1. Modification des statuts de l'intercommunale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour des assemblées générales ordinaire et extraordinaire d'IMIO du 2 juin 2016 :

- **assemblée générale ordinaire:**

1. Présentation du rapport de gestion du conseil d'administration
2. Présentation du rapport du collège des contrôleurs aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes 2015
4. Décharge aux administrateurs
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes
6. Désignation d'un administrateur.

- assemblée générale extraordinaire:

1. Modification des statuts de l'intercommunale.

39. IMSTAM (intercommunale médico-sociale de Wallonie picarde). Assemblée générale du 7 juin 2016. Ordre du jour. Approbation.

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, explique que si une commune quitte une intercommunale, les frais sont répercutés sur les autres communes membres.

Le **président** d'assemblée ajoute ce qui suit :

"La commune de Brugelette demande son retrait. Pour cela, il faut que les autres communes marquent leur approbation. Comme l'IMSTAM repose sur un système de mutualisation, si une commune sort, la charge est amplifiée pour les autres. Donc, il est recommandé de refuser ce retrait. Je vais faire une comparaison avec la sécurité sociale. Imaginons qu'on permette à des gens qui n'ont pas de problèmes de santé ou de pension de se retirer du système de la sécurité sociale. Ce sont forcément ceux, qui ont des problèmes de santé ou d'accèsion à la pension sans être des rentiers, qui auront des difficultés. Quand on a mis sur pied l'IMSTAM, le principe était la mutualisation d'un certain nombre de services prestés à la personne. Brugelette est entrée dans ces conditions et, aujourd'hui, cette commune ne recourt plus systématiquement à l'IMSTAM pour des raisons qui lui sont propres. Elle souhaite donc se retirer du système.

L'argument du collège est donc dans la logique d'une mutualisation."

Selon lui, c'est tout le principe de l'intercommunalisation qui est remis en cause.

Monsieur le Conseiller communal MR, **Jean-Louis CLAUX**, ajoute ce qui suit :

"Dans les statuts de l'IMSTAM, cette faculté de retrait est bien prévue, mais cela ne peut se faire que sous indemnisation financière. Dans l'état actuel des choses, Brugelette ne propose rien du tout. C'est une raison complémentaire pour refuser.

L'intercommunale va tenir dans 8 jours son assemblée générale. On espère que la majeure partie des associés s'opposeront à ce retrait. Brugelette ne propose aucune indemnisation financière. Si demain, toutes les communes quittent les intercommunales sans se soucier du sort de la mutualisation des autres, cela posera un problème pour les autres. Il n'est pas évident de sortir d'une intercommunale. L'institution doit continuer à fonctionner, qu'elle soit couverte et garantie financièrement."

La conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, constate que les arguments de Brugelette pour quitter l'intercommunale ne sont pas connus. Il est donc difficile, dans ces conditions, de se prononcer.

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, déclare alors ce qui suit :

"Nous ne sommes pas d'accord avec vous. Cela relève de la liberté, de l'indépendance de chaque commune. On peut leur imposer un ticket de sortie. Mais les empêcher de sortir, nous y sommes

opposés. S'ils trouvent une meilleure offre que l'IMSTAM, pour des raisons qui leur sont propres, libre à eux de faire ce qu'ils veulent."

La conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX**, prend la parole à son tour :

"Pour rappel, il n'y a pas de contrainte à s'associer mais il y a une contrainte dans le temps. En 1998, les communes et les CPAS affiliés ont décidé de reprendre et de prolonger l'intercommunalité pour une période de 30 ans. Ils pouvaient donc se désaffilier à ce moment-là. Il y a des périodes pendant lesquelles on peut le faire et d'autres non.

L'IMSTAM a connu beaucoup de difficultés financières, notamment avec la cotisation de responsabilisation. Comme la Ville, comme le CPAS, l'IMSTAM a connu la cotisation de responsabilisation qui a mis ses comptes à mal. L'intercommunale reprend actuellement vigueur. Elle termine depuis deux années avec un très large boni. Mais il est vrai que l'intercommunale ayant connu des difficultés, cela a fait craindre qu'elle s'enfonce dans les dettes. Plusieurs malis cumulés obligent finalement les communes à compenser et à prendre en charge une partie du passif social qui est estimé à 5 millions d'euros.

Le président vous a parlé d'effet de solidarité. Cela ne doit pas fonctionner uniquement quand tout va bien, mais aussi quand cela va mal. On évite ainsi que certaines communes, utilisant les services ou qui sont majoritaires comme Tournai, détiennent plus de 34% des parts sociales. Il est clair que si Tournai devenait majoritaire, la Ville et son CPAS devraient prendre en charge le passif social. C'est donc l'effet de solidarité qui doit jouer et pas uniquement quand tout va bien."

Avant de passer au vote, le **président** d'assemblée rappelle le précédent créé par la commune de Frasnes, tout en précisant que chacun a le droit d'émettre son point de vue.

Il rappelle que le vote du conseil communal sera répercuté à l'assemblée générale de l'intercommunale.

Par 23 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, , D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE, Mme L. BARBAIX.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'IMSTAM (intercommunale médico-sociale de Wallonie picarde);

Considérant la convocation à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée;

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'IMSTAM a été arrêtée en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IMSTAM, qui se tiendra le mardi 7 juin 2016, à 19 heures, à l'athénée provincial rue Paul Pastur à Leuze :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 8 décembre 2015.
2. Compte de résultat et rapport de gestion 2015.

3. Rapport du réviseur.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Décharge au réviseur.
6. Demande de désaffiliation de la commune et du centre public d'action sociale (C.P.A.S.) de Brugelette;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 mai 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

Par 23 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale médico-sociale de Wallonie picarde (IMSTAM) du 7 juin 2016, à l'exception du point 6, vu son incidence négative sur les finances communales et celles du CPAS :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 8 décembre 2015.
2. Compte de résultat et rapport de gestion 2015.
3. Rapport du réviseur.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Décharge au réviseur.
6. Demande de désaffiliation de la commune et du C.P.A.S. de Brugelette.

**40. AIEG (association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz).
Assemblée générale du 9 juin 2016. Ordre du jour. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'AIEG (agence intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz);

Considérant la convocation à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée;

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'AIEG a été arrêtée en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'AIEG qui se tiendra le jeudi 9 juin 2016, à 18 heures, en ses locaux, rue des Marais, 11 à 5300 Andenne :

1. Remplacement d'un administrateur - cooptation
2. Approbation du rapport de gestion du conseil d'administration
3. Rapport du commissaire réviseur
4. Approbation du bilan et des comptes de résultats au 31 décembre 2015
5. Répartition statutaire du trop-perçu et date de mise en paiement des dividendes
6. Décharge à donner aux administrateurs
7. Décharge à donner au commissaire réviseur
8. Nomination du commissaire réviseur 2016-2018 : fixation des émoluments;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'AIEG (association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz) du jeudi 9 juin 2016 :

1. Remplacement d'un administrateur - cooptation
2. Approbation du rapport de gestion du conseil d'administration
3. Rapport du commissaire réviseur
4. Approbation du bilan et des comptes de résultats au 31 décembre 2015
5. Répartition statutaire du trop-perçu et date de mise en paiement des dividendes
6. Décharge à donner aux administrateurs
7. Décharge à donner au commissaire réviseur
8. Nomination du commissaire réviseur 2016-2018 : fixation des émoluments.

41. IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement). Assemblée générale (22 juin 2016). Ordre du jour. Approbation.

Le conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient comme suit :

"Dans le rapport annuel, il est indiqué que la quantité de déchets des parcs à conteneurs diminue sensiblement. Est-ce que ce serait dû aux quotas sur les déchets verts et les encombrants ? Que deviennent ces déchets ? Sont-ils pris en charge pas d'autres filières ou n'en a-t-on aucune nouvelle (ce qui pourrait vouloir dire qu'ils se retrouvent dans la nature) ?

Est-ce que la position d'IPALLE reste toujours aussi stricte sur la collecte des déchets organiques ?

Moins d'actions de sensibilisation lié à l'absence de longue durée de la personne qui s'en occupe. Ne serait-il pas intéressant de procéder à un remplacement durant l'absence surtout si la personne est la seule à effectuer ce travail ?"

L'échevine PS, **Ludivine DEDONDER**, lui répond comme suit :

"La personne en question était en congé de maternité, je le confirme. Mais nous avons une équipe. Depuis lors, elle est revenue de son congé de maternité.

Du compostage de quartier, on en fait de plus en plus. C'est cette dame qui gère cela aussi. D'autres demandes nous sont parvenues, en particulier à Tournai. Cela fonctionne bien. Je suis assez optimiste pour l'avenir. De nouveaux quartiers sont demandeurs.

D'une manière générale, les déchets organiques posent problème. On pourrait en parler pendant des heures. Avec le plan wallon des déchets, nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en reparler. Nous émettons à ce stade certaines craintes, surtout en centre-ville. Dans de nombreuses villes françaises, le système a été abandonné en raison des effets négatifs sur la population.

A Dour même, certains se plaignent des odeurs. Quand vous avez un jardin, vous pouvez encore passer sur le côté ou dans une allée. Mais quand vous devez traverser votre appartement avec ce type de sacs, ce n'est pas évident.

Par contre, et d'une manière générale, il y a une évolution en matière de collecte de déchets. A la rentrée, nous avons prévu de nous rendre dans d'autres régions, notamment en France où d'autres types de collectes ont été mis en place. Il reste à vérifier si ces dispositifs peuvent être transposés chez nous. Des changements doivent être faits, nous en sommes convaincus. Est-ce qu'il faut privilégier pour autant la collecte en porte en porte d'organiques, les poubelles à puces ? Sachant qu'elles posent problèmes !

A Dour, par exemple, il y a moins de kilos de déchets par habitant. Mais qu'est ce qu'on en a fait ?

Une partie de ces déchets ne se retrouve nulle part. Certains bourrent leurs paquets de produit de lessive avant de l'abandonner au parc à conteneurs. D'autres les jettent dans la nature. Il ne faut pas

se jeter tête baissée sous prétexte que c'est à la mode. A côté de cela, il y a toute une série d'autres coûts.

Mettre en place ce genre de collecte et racheter des camions, cela coûte très cher. Il faut réfléchir à tout cela. IPALLE a interrogé les collectivités pour savoir si elles étaient intéressées par une collecte de déchets organiques.

Pour les encombrants, on constate une légère baisse comme partout. Même constat au niveau des déchets ménagers. C'est sans doute lié au pouvoir d'achat qui diminue aussi. Tout va à la baisse, y compris au niveau des parcs.

Je regrette finalement que peu de conseillers participent à nos réunions d'information."

La conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, prend ensuite la parole :

"Je comprends la problématique de la collecte des déchets organiques en centre-ville. Mais, pour moi, l'argument du sac ne tient pas. Il est vrai aussi pour le sac-poubelle, puisque les déchets organiques s'y trouvent. Je ne comprends dès lors pas cet argument. A plusieurs reprises, j'ai insisté sur le fait que pour des gens qui habitent dans des petits appartements en centre-ville, il est difficile, par exemple en été, de garder ces poubelles plusieurs jours. Certaines villes ont trouvé une solution. Elles ont prévu des endroits à l'extérieur où les gens peuvent déposer leurs sacs. C'est utile pour les gens qui n'ont pas la possibilité d'entreposer leurs sacs. Pour moi, cela vaut pour les déchets organiques. Car dans la poubelle en général, on met des déchets organiques. Donc, on a les mêmes inconvénients.

Je pense qu'il faut réfléchir, mais ce n'est pas un argument."

L'échevine PS, **Ludivine DEDONDER**, conteste cet argument.

L'échevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, invite l'assemblée à se méfier des fausses bonnes idées qui ont un coût important pour la collectivité.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'affiliation de la Ville à IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement);

Considérant la convocation à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée;

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IPALLE a été arrêtée en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IPALLE, qui se tiendra le mercredi 22 juin 2016, à 10 heures, au stade Luc Varenne rue du Follet à Kain :

I. Approbation des comptes et décharges au 31 décembre 2015 de la SCRL IPALLE

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 de la SCRL IPALLE

1.1 Présentation des comptes analytiques par secteur d'activité, des comptes annuels de la SCRL IPALLE et de l'affectation des résultats

1.2 Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale

1.3 Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)

1.4 Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat

2. Décharge aux administrateurs

3. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises)

II. Résultats 2015 - Droits de tirage - Secteur service d'aide aux communes : approbation des associés.

III. Modifications statutaires

IV. Désignation du commissaire aux comptes pour les exercices 2016 à 2018.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement), qui se tiendra le mercredi 22 juin 2016, à 10 heures, au stade Luc Varenne rue du Follet à Kain :

I. Approbation des comptes et décharges au 31 décembre 2015 de la SCRL IPALLE

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 de la SCRL IPALLE

1.1 Présentation des comptes analytiques par secteur d'activité, des comptes annuels de la SCRL IPALLE et de l'affectation des résultats

1.2 Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale

1.3 Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)

1.4 Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat

2. Décharge aux administrateurs

3. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises)

II. Résultats 2015 - Droits de tirage - Secteur service d'aide aux communes : approbation des associés.

III. Modifications statutaires

IV. Désignation du commissaire aux comptes pour les exercices 2016 à 2018.

42. ORES Assets (opérateur des réseaux de gaz et d'électricité). Assemblée générale (23 juin 2016). Ordre du jour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à ORES Assets (opérateur des réseaux de gaz et d'électricité);

Considérant la convocation à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée;

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'ORES Assets a été arrêtée en séance du 31 mars 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'ORES Assets, qui se tiendra le jeudi 23 juin 2016, à 10 heures 30, dans les locaux de Louvexpo, 7 rue Arthur Delaby à 7100 La Louvière :

1. Apport en nature de la commune de Frasnes-lez-Anvaing - Présentation des rapports du conseil d'administration et du réviseur et prise d'acte de l'apport en nature par acte authentique.

2. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015

- Présentation des comptes statutaires et consolidés BGAAP
- Présentation du rapport du réviseur
- Approbation des comptes annuels d'ORES Assets au 31 décembre 2015, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférentes.

3. Décharge aux administrateurs pour l'année 2015

4. Décharge aux réviseurs pour l'année 2015

5. Rapport annuel 2015

6. Actualisation de l'annexe 1 des statuts - Liste des associés

7. Nominations statutaires

- Nomination du réviseur d'entreprise pour les exercices 2017-2019 et fixation de ses émoluments
- Prise d'acte de démission et nominations définitives.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'ORES Assets (opérateur des réseaux de gaz et d'électricité) du 23 juin 2016, qui est établi comme suit:

1. Apport en nature de la commune de Frasnes-lez-Anvaing - Présentation des rapports du conseil d'administration et du réviseur et prise d'acte de l'apport en nature par acte authentique.

2. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015

- Présentation des comptes statutaires et consolidés BGAAP
- Présentation du rapport du réviseur
- Approbation des comptes annuels d'ORES Assets au 31 décembre 2015, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférentes.

3. Décharge aux administrateurs pour l'année 2015

4. Décharge aux réviseurs pour l'année 2015

5. Rapport annuel 2015

6. Actualisation de l'annexe 1 des statuts - Liste des associés

7. Nominations statutaires

- Nomination du réviseur d'entreprise pour les exercices 2017-2019 et fixation de ses émoluments
- Prise d'acte de démission et nominations définitives.

43. IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut). Assemblée générale (23 juin 2016). Ordre du jour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut);

Considérant la convocation à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée;

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'IPFH a été arrêtée en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IPFH, qui se tiendra le jeudi 23 juin 2016, à 18 heures, à l'administration communale de Boussu :

1. Rapport du conseil d'administration et du collège des contrôleurs aux comptes.
2. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2015. Approbation.
3. Décharge à donner aux membres du conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2015.
4. Décharge à donner aux membres du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2015.
5. Nomination d'un réviseur d'entreprise pour une période de trois ans.
6. Recommandation du comité de rémunération
7. Nominations statutaires.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut) du 23 juin 2016, qui est établi comme suit :

1. Rapport du conseil d'administration et du collège des contrôleurs aux comptes.
2. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2015. Approbation.
3. Décharge à donner aux membres du conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2015.
4. Décharge à donner aux membres du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2015.
5. Nomination d'un réviseur d'entreprise pour une période de trois ans.
6. Recommandation du comité de rémunération
7. Nominations statutaires.

44. Musée des Beaux-Arts. Don de l'oeuvre de Ferdinand WILLAERT "Les vendeurs de pommes aux chiens". Acceptation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que Monsieur P. VERDONK propose de donner au musée des Beaux-Arts une oeuvre de Ferdinand WILLAERT (Gand, 1861-1938) "Les vendeurs de pommes aux chiens" (1884, huile sur toile, 140 x 190cm);

Considérant que de nombreuses œuvres de l'artiste sont conservées aux musées royaux des Beaux-Arts de Belgique à Bruxelles ainsi qu'au musée d'Orsay à Paris;

Considérant que le musée des Beaux-Arts de Tournai ne possède actuellement aucune oeuvre de cet artiste;

Considérant que cette toile entre en résonance parfaite avec celles des artistes de la même génération exposées au musée, notamment Guillaume VAN STRYDONCK et Théodore VERSTRAETE (1851-1907);

Considérant que le conservateur et la conservatrice adjointe ont émis un avis favorable vu l'opportunité que représente ce don pour le musée des Beaux-Arts;
Considérant qu'en séance du 22 avril 2016, le collège communal a pris la décision de principe de l'accepter, sous réserve de l'accord du conseil communal;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'accepter le don d'une oeuvre de Ferdinand WILLAERT (Gand, 1861-1938) "Les vendeurs de pommes aux chiens" (1884, huile sur toile, 140 x 190cm) destinée au musée des Beaux-Arts.

45. Musée des Beaux-Arts. Don de la correspondance de l'artiste Théodore Verstraete. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que Madame LEICK propose de donner quelque 200 lettres ayant appartenu à l'arrière-grand-père de son mari qui n'est autre que Théodore VERSTRAETE, dont le musée des Beaux-Arts possède une vingtaine de peintures et une centaine de dessins;

Considérant que la correspondance se compose en grande majorité de lettres entre Théodore VERSTRAETE et Henri VAN CUTSEM, le mécène à l'origine du musée des Beaux-Arts;

Considérant que figurent également des lettres de Pierre PUVIS DE CHAVANNES, Louis PION, RASSENFOSSE, Charles VAN DER STAPPEN, Lucien SOLVAY (tout premier rédacteur en chef du journal Le Soir et correspondant de la revue le Ménestrel de Paris), autant de noms importants du milieu culturel de l'époque;

Considérant l'avis favorable du conservateur et de la conservatrice adjointe vu l'opportunité que représente ce don pour le musée des Beaux-Arts;

Considérant qu'en séance du 22 avril 2016, le collège communal a pris la décision de principe de l'accepter, sous réserve de l'accord du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité,

DECIDE

d'accepter le don au musée des Beaux-Arts de la correspondance de Théodore VERSTRAETE, qui représente quelque 200 lettres.

46. Questions.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour et au point en urgence, le **président** d'assemblée invite Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, à poser sa question : Problèmes de mobilité et de stationnement aux abords du centre hospitalier de Wallonie picarde (CHWAPI) "site Union" :

"Lors du conseil communal du mois d'avril, nous vous interpellions sur la mobilité autour du CHWAPI. Votre réponse fut que le collège communal prenait le problème à bras le corps et qu'il viendrait en

mai avec des propositions de stationnement pour les habitants de la rue des Sports. Le point n'étant pas à l'ordre du jour de ce conseil, je me permets de vous poser cette question orale qui dépasse bien évidemment le stationnement de la rue des Sports.

En effet, l'ouverture récente du CHWAPI "site Union" occasionne de gros problèmes de circulation et de stationnement tant pour les riverains du quartier que pour les travailleurs du site et des alentours. Le plan de stationnement voté en mars 2014 ne prévoyait rien de spécifique à ma connaissance pour gérer ce problème. Les résidents du quartier sont en incapacité actuellement de garer leur voiture à proximité de leur habitation. Ne faut-il pas pourtant leur laisser une priorité ?

Pour éviter les voitures ventouses, il serait opportun de prévoir un stationnement en zone bleue. Est-ce prévu ?

Évidemment, le problème d'engorgement ne se résoudra pas seulement en instaurant des zones bleues. D'autant que, comme nous l'avons déploré antérieurement, tous les citoyens en possession d'une carte de stationnement zone bleue peuvent se garer dans toutes les zones bleues sans limitation. Il faut vraiment encourager tant les travailleurs que les visiteurs à utiliser les modes doux et les transports en commun. Mais qu'est-ce qui est fait pour répondre à ce défi ? Est-ce que des aménagements vélos sont par exemple prévus sur les voiries en cours de finalisation d'aménagement ? Par ailleurs, une réflexion a lieu au CHWAPI sur le sujet pour inciter les travailleurs à venir autrement qu'en voiture. Il serait opportun que la Ville s'y intéresse et apporte son aide. Faisons en sorte que le label Tournai Ville cyclable ne soit pas seulement un postiche !

Des riverains s'interrogent sur le devenir du quartier tant en termes de stationnement que de circulation, mais aussi sur bien d'autres questions comme la gestion des poubelles, l'installation de mobilier urbain... Est-ce qu'une rencontre avec ceux-ci peut être envisagée pour instaurer des échanges constructifs et diminuer les inquiétudes ?".

Monsieur l'Echevin de la mobilité MR, **Armand BOITE**, lui répond comme suit :

"Lors du conseil communal du 25 avril, je répondais à Monsieur le Conseiller communal Guillaume DENONNE que lors de la réunion du comité d'accompagnement de City Parking qui devait avoir lieu le 12 mai, nous aurions l'occasion de débattre de la problématique du stationnement autour du CHWAPI et que nous reviendrions en mai avec des informations complémentaires sur le sujet. J'ai, au travers d'une décision du collège communal de ce vendredi, tenu parole.

Une zone bleue sera établie dans le quartier situé aux abords du site (je tiens un plan à votre disposition). Le suivi administratif de cette décision s'établit comme suit :

- Projet de règlement complémentaire de circulation soumis à une prochaine décision de notre assemblée;
- Commande et placement de la signalisation adéquate;
- Délai de tolérance et d'information aux usagers durant un mois.

Vous devez savoir que dans l'attente de l'adoption et de l'approbation de ce règlement, une ordonnance temporaire s'impose afin de rencontrer le caractère urgent de la situation. Dès lors, le contrôle effectif prendra ses effets le 1er septembre.

En ce qui concerne la réflexion au sein du CHWAPI en vue d'inciter les travailleurs à venir autrement qu'en voiture, celle-ci s'est faite en collaboration avec la Ville et les TEC lors de divers comités techniques d'élaboration du plan de mobilité du CHWAPI.

Une réflexion est également en cours avec le Service public de Wallonie en vue de mettre en œuvre les différentes propositions d'aménagement du plan communal de mobilité actualisé sur les boulevards aux abords du CHWAPI : sécurisation des carrefours, aménagement de traversées piétonnes et continuité cyclable.

Les conseils communaux des 30 juin et 10 novembre 2014 ont approuvé le projet relatif aux travaux d'égouttage des rues de Barges, de la Citadelle et des Sports.

Je ne doute pas, un seul instant, du fait que vous ayez examiné les plants joints à ce projet.

Dès lors, vous avez pu voir que des marquages de pistes suggérées étaient prévus : de plus, en collaboration avec la SRWT, des aménagements conséquents ont été réalisés dans le cadre de la circulation des bus soit la circulation en site propre, soit des aménagements conformes à la réglementation en vigueur pour les P.M.R.

Tout est fait pour l'intégration des modes doux dans ce projet étudié, je le rappelle, par le bureau d'études communal.

De plus, une réunion citoyenne a été organisée durant laquelle le projet a été expliqué aux riverains présents.

Sur le même plan, on distingue l'emplacement des bancs et des poubelles (aux arrêts de bus) et des poubelles seront également placées aux traversées piétonnes.

Je vous rassure également sur la végétalisation de ces rues dans lesquelles différents arbres seront plantés.

En conclusion, je vous rappelle que ces voiries sont toujours en chantier et que l'entrepreneur a vraiment fait diligence dans la réalisation des travaux qui se termineront très bientôt, avant le délai contractuel. Le marquage sera réalisé la semaine du 9 juin."

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, réplique comme suit :

"La réunion avec les riverains a eu lieu quand ? Il aurait fallu rencontrer les riverains à nouveau lors de la phase de concrétisation. Il y a des choses qui se passent et pour lesquelles on ne trouve pas de cohérence, notamment les bancs des arrêts de bus qui sont placés et qui ne sont pas nécessairement à des endroits très adéquats, par rapport aux maisons.

Je crois que le dialogue est toujours meilleur pour comprendre certaines choses."

Points complémentaires

87. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 25 avril 2016 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 08 après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 27 juin 2016.

88. Euro 2016. Retransmission des matches sur écran géant. Ordonnance de police (mesures de sécurité). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que dans le cadre de l'euro de football 2016, il est prévu de retransmettre sur écran géant, à la place Reine Astrid et une partie du parc contigu à celle-ci, les matches des Diables rouges des 13, 18 et 22 juin 2016 et lors de dates inconnues à ce jour en cas de qualification de l'équipe belge;

Considérant que cette retransmission à la place Reine Astrid y compris une partie du parc Reine Astrid est un évènement qui risque de générer une foule importante;

Considérant que la retransmission sur écran géant d'un événement sportif dans un espace public, pour un nombre important de personnes, impose de prendre des mesures de sûreté et de sécurité adaptées vu les incidents et débordements que cela peut engendrer et ce, afin d'assurer la sécurité publique et de limiter les nuisances et troubles significatifs à l'ordre public;

Considérant le règlement de police du 30 mai 2016 adopté en exécution de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et relatif à la mission exercée par l'entreprise « Atlantis Security Prevention » au sein du périmètre délimité en vue de la retransmission des matches;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité de chaque spectateur lors de cet événement ;

Considérant le projet d'ordonnance de police rédigé à cet effet en accord avec la zone de police;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 119 bis et 135 §2;

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, notamment son article 11 §3 2°;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le code de la démocratie locale et décentralisation, notamment son article L1122-30 ;

Vu le règlement général de police de la Ville de Tournai ;

Vu la circulaire du service public fédéral Intérieur relative aux événements liés à l'Euro de football 2016 ;

Considérant que dans le cadre de l'euro de football 2016, il est prévu de retransmettre sur écran géant, à la place Reine Astrid et une partie du parc contigu à celle-ci, les matches des Diables rouges des 13, 18 et 22 juin 2016 et lors de dates inconnues à ce jour en cas de qualification de l'équipe belge;

Considérant que cette retransmission à la place Reine Astrid y compris une partie du parc Reine Astrid est un évènement qui risque de générer une foule importante;

Considérant que la retransmission sur écran géant d'un événement sportif dans un espace public, pour un nombre important de personnes, impose de prendre des mesures de sûreté et de sécurité adaptées vu les incidents et débordements que cela peut engendrer et ce, afin d'assurer la sécurité publique et de limiter les nuisances et troubles significatifs à l'ordre public;

Considérant le règlement de police du 30 mai 2016 adopté en exécution de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et relatif à la mission exercée par l'entreprise « Atlantis Security Prevention » au sein du périmètre délimité en vue de la retransmission des matches;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité de chaque spectateur lors de cet événement ;

Considérant le projet d'ordonnance de police rédigé à cet effet en accord avec la zone de police;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 119 bis et 135 §2;

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, notamment son article 11 §3 2°;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le code de la démocratie locale et décentralisation, notamment son article L1122-30 ;

Vu le règlement général de police de la Ville de Tournai ;

Vu la circulaire du service public fédéral Intérieur relative aux événements liés à l'Euro de football 2016 ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur le projet d'ordonnance de police dont les termes suivent :

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 119 bis et 135 §2;

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, notamment son article 11 §3 2°;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu le code de la démocratie locale et décentralisation, notamment son article L1122-30;

Vu le règlement général de police de la Ville de Tournai;

Vu la circulaire du service public fédéral Intérieur relative aux événements liés à l'Euro de football 2016;

Considérant que dans le cadre de l'Euro de football 2016, il est prévu la retransmission sur grand écran à la Place Reine Astrid y compris une partie du parc contigu à celle-ci à Tournai des matches des Diables rouges des 13, 18 et 22 juin 2016 et lors de dates inconnues à ce jour en cas de qualification de l'équipe belge;

Considérant que cette retransmission à la Place Reine Astrid y compris une partie du parc Reine Astrid est un événement qui risque de générer une foule importante;

Considérant que la retransmission sur écran géant d'un événement sportif dans un espace public, pour un nombre important de personnes, impose de prendre des mesures de sûreté et de sécurité adaptées vu les incidents et débordements que cela peut engendrer et ce, afin d'assurer la sécurité publique et de limiter les nuisances et troubles significatifs à l'ordre public;

Considérant le règlement de police du 30 mai 2016 adopté en exécution de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et relatif à la mission exercée par l'entreprise « Atlantis Security Prevention » au sein du périmètre délimité en vue de la retransmission des matches;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité de chaque spectateur lors de cet événement;

ORDONNE :

Article 1. Champ d'application

Le présent arrêté est applicable :

- les 13, 18 et 22 juin 2016 ainsi que durant les journées des futurs matches des Diables rouges dans le cadre des autres étapes de cette compétition entre le 25 juin et le 10 juillet 2016 (si cette équipe passe le premier tour)
- au sein du périmètre «grand écran» de la place Reine Astrid de Tournai et d'une partie du parc Reine Astrid tel que délimité au plan ci-annexé.

Article 2. Règles applicables au sein du périmètre «grand écran»

A partir de 2 heures avant le début des matches concernés ou de la retransmission du match précédant celui-ci (suite à un accord préalable entre les organisateurs et l'autorité), l'accès au périmètre visé à l'article 1er est soumis, sans préjudice du respect du règlement général de police, au strict respect des dispositions suivantes :

- Entrées et issues et zones :
 - les seuls accès et sorties autorisés sont ceux qui sont signalés par l'organisateur et/ou l'autorité compétente.
 - en tout temps, les issues doivent restées dégagées.
 - la capacité d'accueil est limitée à 9.000 personnes maximum et sera contrôlée à l'entrée du site.
- Cette capacité peut être revue en fonction de l'évaluation de la situation avant le début de la retransmission, par la police en concertation avec l'autorité administrative.

- Buvettes, boissons et repas :

- il est interdit d'entrer dans le site avec des bouteilles en verre, des bacs de bière, des canettes et bouteilles, des boîtes en métal et autres objets de ce genre, sous peine de confiscation.
- seules sont autorisées les bouteilles en plastique ou en carton ouvertes et contenant des boissons non alcoolisées.
- les boissons vendues sur place seront versées dans des gobelets souples (plastique ou carton).

- Objets et animaux interdits :

Sous peine de saisie, il est interdit d'entrer sur le site avec :

- de l'alcool et tout objet pouvant servir de projectile dont, notamment, des verres, bouteilles en verre, canettes fermées, boîtes en métal, etc.;
- toute arme ou objet dangereux, coupant ou blessant, qui peut être utilisé comme tel (bâtons, chaînes, matraques, armes blanches, armes de choc, etc.);
- des feux de Bengale, pétard et autres moyens pyrotechniques;
- des dispositifs amplifiant le bruit (tels que klaxon à gaz propulseur, vuvouzela,...);
- des drapeaux de plus d'1 m² et/ou attachés à des bâtons de plus d'1,50 m de long et sur supports rigides;
- des sacs à dos, des sacs de sport, des sacs à mains de grande contenance. Les sacs «banane» et petits sacs à mains sont admis;
- des sprays ou aérosols de plus de 20 cl quel que soit le produit qu'ils contiennent;
- des casques de motocycliste;
- tout objet susceptible de perturber l'ordre public, de mettre en danger la sécurité d'autrui et/ou de causer un dommage à des biens ou des personnes.

Sauf autorisation explicite, aucun animal n'est autorisé sur le site.

Tout spectateur se trouve dans le périmètre à ses propres risques et périls. L'autorité administrative ne peut être tenue responsable de tout accident, dommage, vol ou dégradation survenu dans l'enceinte du site.

Pour des raisons de sécurité, l'Echevin délégué à la fonction maïorale et le chef de corps de la police ou leur délégué se réservent le droit d'interrompre ou d'arrêter la retransmission et d'évacuer totalement ou partiellement le site.

Article 3

La police est habilitée à poursuivre l'exécution forcée du présent arrêté.

Article 4

La violation du présent règlement est sanctionnée d'une amende administrative d'un montant maximum de 350,00 € conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Article 5

Le présent règlement sera publié conformément à l'article L1133-1 du code de la démocratie locale et décentralisation. Il sera également affiché de manière visible aux abords du site les jours de l'évènement.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

